



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **République du Congo**

---

### **Projet de Développement Rural dans les Départements de la Bouenza, Lékoumou, Niari et Kouilou**

#### **(PRODER SUD)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 08 au 19 avril 2013

Date du document: 22 mai 2013

No. du Projet: 1327 (Prêt N° 688-CG, Prêt OPEP n° 1177P)

No. du rapport: 3060-CG

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Table des matières

Abréviations et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et réalisations	3
D. Avancement de l'exécution du projet	8
E. Aspects fiduciaires	9
F. Durabilité	12
G. Conclusion	13

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	15
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	19
Appendice 3:	Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	23
Appendice 4:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	27
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	30
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	33
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	47

## **Abréviations et acronymes**

ANO: Avis de Non Objection  
CA: Champ d'Appui  
CFCO: Chemin de Fer Congo Océan  
CGPE: Comités de Gestion du Point d'Eau  
CMEC: Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit  
CNSA : Centre National des Semences Améliorées  
CPIS: Fiche de renseignement sur le Programme Pays  
CRAL : Centre de Recherche Agronomique de Loudima  
CSA: Chef de Secteur Agricole  
CVER: Comité Villageois d'Entretien Routier  
DD: Direction Départementale  
DDC: Direction Départementale de la Construction  
DDETP: Direction Départementale de l'Equipeement et des Travaux Publics  
DIDH: Direction Inter Départementale de l'Hydraulique DNO: Demande de Non Objection  
DRF: Demande de Retrait de Fonds  
ECD: Etat Certifié des Dépenses  
FER : Fonds d'Entretien Routier  
FIDA : Fonds International de Développement Agricole  
GIEC: Groupement d'Intérêt Economique et Communautaire  
HIEq: Haute Intensité d'Equipeement  
JICA: Coopération Japonaise  
MAE : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage  
MAM : Mosaïque Africaine du Manioc  
MPD: Mining Product Development  
ONG: Organisation Non Gouvernementale  
ONGD: Organisation Non Gouvernementale de Développement RIMS:  
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole  
SYGRI: Système de Gestion des Résultats et des Indicateurs  
OPM: Opérateur de Proximité de Micro finance  
PADEF : Programme de Développement des Filières Agricoles  
PECHVAL : Projet de la Chaîne de Valeur des Produits Halieutiques  
PDARP: Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes  
PME: Petite et Moyenne Entreprise  
PPR: Peste de Petits Ruminants  
PRODER 2: Projet de Développement Rural dans les départements de la Bouenza, Lékoumou, Niari et Kouilou (PRODER SUD)  
RPE: Rapport de Pré Evaluation  
PSR: Project Status Report  
PTBA : Plan de Travail et Budget Annuel  
RIL : Routes d'Intérêt Local  
RMP: Revue à Mi-Parcours  
RIMS : Results and Indicators Management System  
TDR: Termes De référence  
WCA : West and Central Africa



## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission conjointe du Bureau Pays du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, du Ministère des Finances, Budget et du Portefeuille Public, s'est déroulée du 08 au 19 avril 2013, à l'effet de superviser le «Projet de Développement Rural dans les Départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Kouilou (PRODER SUD ou PRODER 2)».
2. La présente supervision est la dernière du projet. Elle a été précédée d'une mission de suivi en février 2013 qui a proposé des remédiations opérationnelles à réalisation immédiate.
3. L'objectif de la mission était de mesurer la performance globale du projet à la date, ses effets et son impact sur les groupes cibles et de préparer la stratégie de sortie en vue de l'achèvement au 31 décembre 2013,
4. L'accord de prêt FIDA est entré en vigueur le 26 novembre 2006, soit six (06) mois après la signature. Celui du Fonds de l'OPEP est entré en vigueur le 9 avril 2009, soit douze (12) mois après sa signature. L'atelier de lancement tenu en décembre 2006, a consacré le démarrage des activités du projet. Sur le prêt FIDA, le projet totalise à date, cinq (05) ans et sept (07) mois à partir de l'entrée en vigueur, sur une durée prévue de sept (07) ans. La date d'achèvement des activités est prévue pour le 31 décembre 2013, et la date de clôture le 30 juin 2014. Le projet a fait l'objet d'un redimensionnement pendant la revue à mi-parcours (RMP) en juillet 2011. Un certain nombre de cibles définies à la formulation et consignés dans rapport de pré évaluation (RPE) avaient ainsi été revus à la baisse. Il s'agissait des cibles relatives au nombre de GIEC à mettre en place, au linéaire de route à réhabiliter, au nombre d'ouvrages de franchissement à construire, au nombre des caisses d'équité à construire. Il avait également été convenu de surseoir aux activités d'élevage et de pisciculture qui n'avaient pas encore démarré après 4.5 années de mise en œuvre.
5. La mission a été reçue à son démarrage par le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage. Des visites de terrain ont été effectuées suivant les centres d'intérêt dégagés par la mission. Ce faisant, elle a rencontré les autorités locales (Préfets, Présidents du Conseil Départemental), les services techniques (Agriculture, Travaux Publics, Construction), le CFCO et les organisations des bénéficiaires que sont les Comités de gestion des points d'eau, les Groupements d'Intérêt Economique et Communautaire (GIEC) et les dirigeants des caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC). Ces derniers n'ont pas caché leur satisfaction au regard (i) du bon niveau de collaboration, et (ii) de nombreux résultats positifs qui ont découlé de la mise en œuvre du projet tant au niveau de la production que des infrastructures. Ce qui a fait émerger des idées de partenariat entre le Conseil Départemental de la Lékoumou, le Projet et la Société minière Mining Product Development (MPD) installée dans le département.
6. La mission a visité les quatre départements d'intervention du PRODER 2 (Niari du 09 au 10 avril 2013 et du 15 au 16 avril 2013 ; Bouenza : du 10 au 12 avril 2013 ; Lékoumou : du 12 au 15 avril 2013 et le Kouilou : du 16 au 18 avril 2013), notamment les chantiers de construction des ouvrages de franchissement et ouvrages achevés, les ouvrages hydrauliques construits et les chantiers de construction des sièges de certaines CMEC et des pistes devant faire l'objet de réhabilitation..
7. La restitution auprès du Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage s'est déroulée dans les locaux du PDARP le 19 avril 2013. La mission remercie les autorités Congolaises, l'équipe du PRODER 2, les populations bénéficiaires et les autres partenaires du projet, pour leur collaboration et leur disponibilité qui ont permis le bon déroulement des travaux.

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: La mission était conduite du côté du FIDA par M. R. Bouka, Chargé d'Appui au Programme Pays a.i. Chef de mission; M. Gaétan Nsoumbidi, Assistant de Programme ; M. J. E. Boka, Spécialiste infrastructures rurales, M. Alou Albdoukarim, Expert Financier ; supervisée par R. Omar Chargée du Portefeuille Pays ; assistée à distance par Mme C. Kuhn, Assistante de Programme à la Division WCA et S. Marzin Conseillère à la Division WCA. La partie gouvernementale a été représentée par M. A. Banga, Conseiller à la Coordination des programmes multilatéraux du MAE, Mme O. Likibi Attachée aux reformes et au suivi des projets au Ministère de l'Economie et des Finances, les membres de l'unité de coordination du Proder 2 et du PADEF

## B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

8. . A huit (08) mois de l'achèvement du Projet, l'essentiel des investissements sont engagés et en cours de réalisation. Par rapport à cette échéance, toutes les parties impliquées se doivent de conjuguer leurs efforts pour l'exécution totale des actions engagées. Ainsi, les contraintes sus relevées devront être levées et des diligences devront être effectuées pour démarrer et terminer toutes les actions requises. Le suivi et la coordination des activités sur le terrain devront constituer des actions prioritaires pour les cadres de l'UGP. Les enjeux d'ici au 31 décembre 2013 sont notamment (i) la prise de mesures pertinentes qui permettront d'achever l'ensemble des marchés en cours et qui accusent des retards notables, (ii) la consolidation/renforcement des investissements présentant des insuffisances, (iii) la mise en place d'organisations viables et formées à même de s'approprier les investissements afin d'assurer les entretiens et maintenance requis pour garantir leur durabilité, (iv) la capacité du Projet à engager les ressources OFID pour des travaux à impérativement terminer le 30 novembre au plus tard, (v) le développement d'un partenariat dynamique avec les conseils départementaux et les projets sur financement d'autres partenaires en cours de mise en œuvre et (vi) la conduite des actions pertinentes devant viser la viabilité et l'autonomie de tous les groupements (GIECs, CMEC, CGPE) après le retrait de l'accompagnement du PRODER Sud à son achèvement.
9. En considérant les nouvelles cibles définies pendant la RMP, le taux de réalisation de la composante 1 « **accès aux bassins de production et aux marchés** », qui était de 20% en Juin 2012 est passé à 52% au 31 mars 2013, grâce à la synergie avec le PDARP. Les études techniques des pistes et des ouvrages ont été réalisées respectivement à 84,2% et 159,5% des objectifs révisés de la RMP au 31 mars 2013. La mission encourage donc le PRODER Sud à poursuivre la recherche de cofinancement en développant des synergies avec les autres projets en cours.
10. La composante 2 "**Appui à la production et à la commercialisation**", a engagé une diversité d'actions porteuses des résultats intéressants. Sur la base de l'exécution des PTBA, le taux de réalisation physique de la composante est de 70% avec 53% de réalisation entière et 17% de réalisation en cours. Cependant, en dehors des actions de diversification et de transformation des produits agricoles qui n'ont pas été quantifiées, les objectifs révisés de la RMP ont été atteints à 117%.
11. Dans la zone du projet, le manioc se trouve dans un environnement productif globalement assaini, particulièrement dans les parcs à bois des GIECs, les Centres d'Appui (CA) et dans certain champ paysan. La pression de la mosaïque est quasiment maîtrisée et la production des boutures saines de manioc s'en trouve améliorée. Le projet a entrepris la lutte contre la mosaïque africaine du manioc (MAM) à deux niveaux : (i) Le niveau « urgence » avec la multiplication des boutures saines. (ii) Le niveau « renforcement » actuellement centré sur la biotechnologie par l'assainissement des cultivars locaux et des clones élites tolérants la mosaïque par la production au laboratoire des vitroplants au CRAL.
12. En matière de diversification des appuis, la composante a engagé des activités hors manioc, notamment (i) l'accompagnement à la production vivrière (maïs, l'arachide, le haricot et le soja), dont l'itinéraire technique est amélioré avec la vulgarisation du *Stylozobium aтерrinum* (*Mucuna* sp.) comme plantes améliorantes de la fertilité du sol. (ii) La transformation des produits agricoles est encore timide, avec quelques appuis matériel (kit de rouissage de manioc) et immatériel (formation par atelier d'échange entre GIEC sur la production des cossettes de manioc et du gari).
13. Cependant les contraintes énumérées pendant la précédente mission de supervision sont encore d'actualité. Il s'agit principalement de : i) problème foncier; ii) le problème d'organisation paysanne et de gestion des GIEC, iii) la nécessité d'améliorer les conditions de transformation et de sédentariser les unités de production, iv) le problème de transport et de débouchés, v) la plus large utilisation des clones dans les champs paysans.
14. S'agissant de la composante 3 « **appui à l'hydraulique rurale**, le taux d'exécution physique de 51% en juin 2012 par rapport à l'objectif révisé de la RMP, est passé à 55,4% lequel taux passerait à 63,2% à l'achèvement des six autres ouvrages dont les travaux en cours ont atteint un taux d'exécution de plus de 85%. En effet, des 41 ouvrages achevés sur les 74 prévus, seulement 27 disposent de comités de gestion parmi lesquels 24 ont été formés.



15. La composante 4 « **développement des services financiers ruraux** » a atteint ses objectifs avec la création de 20 caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC). Les 11 dernières sont en construction. Pour la durabilité et la pérennité des caisses, au-delà de l'achèvement du PRODER 2, la mission recommande le renforcement des capacités des caisses et la création d'une faïtière, pour assurer la pérennité de ces institutions.
16. La diversité des appuis apportés en termes de spéculations agricoles a permis une réorientation du **renforcement des capacités** par le ciblage et le perfectionnement des actions de formation. Celles-ci, en fonction des thématiques, ont concerné tant les producteurs que les services décentralisés du MAE et les institutions de recherche. Près de 1 740 apprenants ont bénéficié des formations organisées et du matériel par le projet. Le projet a mis en place un dispositif de formation assez satisfaisant. Il implique tant les responsables de la composante et les facilitateurs, des relais constitués des DD, de CSA, les consultants nationaux et internationaux et les leaders des GIEC et les champs paysans pour les échanges d'expériences.
17. Le système de **suivi-évaluation**, quoique ne disposant pas de manuel formalisé propre au projet, est équipé d'un dispositif découlant du manuel SYGRI qui a permis de collecter et de traiter les données des différentes actions engagées et la production du RIMS des indicateurs de premier et de deuxième niveau de chaque composante déclinant la quantification des bénéficiaires et des dispositifs de production assortis de leur efficacité et durabilité.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Enclencher les discussions sur le partenariat avec le Conseil Départemental de la Lékoumou et la société minière MPD pour la mise en place d'un partenariat pour l'appui au développement de la production agro-pastorale locale	Coordonnateur/ Facilitateur	Septembre 2013
Améliorer la planification opérationnelle et la visibilité des activités	UNGP/gestion des savoirs	Immédiatement
Faire un état des lieux quantifié et exhaustif du niveau d'adoption des clones diffusés en milieu paysan	RPAC/ Facilitateur/ RPSE	Décembre 2013
Finaliser l'étude de caractérisation des unités de transformation	RPAC	Juillet 2013
Renforcer les capacités des CGPE	UNGP/Responsable infrastructures	Novembre 2013
Renforcer les capacités des CMECs par l'installation d'une faïtière après une étude de faisabilité réalisée par une consultation internationale	UNGP/DSFR	Octobre 2013
Préparer le manuel SYGRI du PADEF sur la base de l'expérience du Proder 2 et doté chaque responsable de composante d'un fichier permettant de renseigner les indicateurs du premier niveau relevant de sa compétence	UNGP/RPSE	Juin 2013

18. Le coût du Projet hors bénéficiaires, évalué après RMP à 21,630 millions USD (environ 9,733 milliards FCFA), est mobilisé par le PRODER SUD auprès du FIDA, l'Etat et OFID à hauteur de 15,662 millions USD, soit un taux de mobilisation des ressources du Projet estimé à 72% pour un taux de réalisation physique de 88%.
19. L'analyse des dépenses du PRODER SUD montre globalement une efficience « moyennement satisfaisante » dans l'utilisation des ressources décaissables du Projet, avec 44% des ressources orientées vers des dépenses de Coordination et de Gestion. Sur les ressources FIDA, l'efficience peut être jugée très « insatisfaisante » avec 60% des ressources qui ont supporté des dépenses de coordination et de gestion (la composante regroupe 90% des dépenses de fonctionnement de l'UGP) alors que le ratio retenu à l'Evaluation du Projet est de 36%.
20. Etat d'exécution des recommandations des missions de supervision de juin 2012 et de suivi de février 2013. Les recommandations ont été partiellement mises en œuvre. La mission réitère la pertinence des recommandations jugées opérationnelles dont la mise en œuvre améliorera les performances du projet.

## C. Produits et réalisations

### Composante 1 – Accès aux bassins de production et aux marchés

21. **Etudes techniques de pistes et d'ouvrages de franchissement/assainissement.** Au titre du PTBA 2012, les études techniques réalisées par des bureaux d'études et les Directions départementales des TP (DDETP) portent sur 15 Km de pistes prioritaires et 8 ouvrages de franchissement dans le département du Kouilou. Ces réalisations portent à 321 Km le linéaire de

pistes étudiées et à 319 le nombre d'ouvrages de franchissement étudiés, soit des taux d'exécution respectifs de 84,3% et 159,5%.

22. **Ouvrages de franchissement.** A la date du 31 mars 2013, 64 sur 85 ouvrages, faisant l'objet de marchés, sont achevés et les travaux se poursuivent sur les 21 autres avec des niveaux variables d'avancement, soit des taux d'exécution physique de 75,3% par rapport aux ouvrages adjugés et 52% par rapport à l'objectif revu de 123 ouvrages de la RMP contre un taux de 40% au 15 juin 2012.
23. **Traitement des points critiques.** Le taux de réalisation à la date du 15 juin 2012 de 0% (financement PRODER) mais 25% (cofinancement PDARP) est passé à 13,2% (financement PRODER) et 52,5% (cofinancement) grâce à la synergie développée avec le PDARP. Les travaux sur les marchés en cours sont arrêtés à cause de la saison des pluies et surtout du sous équipement des PME qui doivent recourir aux CD pour la location du matériel. 29 km de points critiques sur 30 kms ont été traités représentant 97% du taux de réalisation du PTBA 2012 contre 84 km prévus par la RMP, soit 34,5%.
24. En matière de **Renforcement des capacités**, le projet a fait montre d'une densité opérationnelle remarquable. (i) **Pour l'amélioration de l'accès aux bassins de production, la formation** a concerné en 2007 29 bénéficiaires dont 24 agents des PME/ONG et 5 agents d'encadrement (3 cadres des DDTP, 2 cadres DDA/E de MAE, en technique HIMO. Par rapport à l'objectif initial de 20 agents des PME/ONG, le taux de réalisation est de 120% par rapport à la cible et 145% par rapport aux personnes formées. Les travaux de traitement des pistes démarrant seulement en 2012, 5 ans après la formation, un recyclage s'avère nécessaire. L'atelier de partage pour la mise en place des **comités villageois d'entretien routier (CVER), avec l'appui des conseils départementaux, n'a plus été tenu.** En effet, le réseau d'intérêt local sur lequel s'adossaient les interventions du PRODER, initialement à la charge du ministère en charge des Travaux Publics à travers le fonds d'entretien routier, est désormais du ressort des Conseils Départementaux qui sont actuellement équiper en conséquence. Au vue de cette situation, la mise en place des CVER n'est plus opportune du fait de l'application de l'option HIEQ en lieu de l'option HIMO.
25. **Accès aux marchés et aux bassins de production.** Au regard des défaillances présentées par certaines PME adjudicataires (non-respect des délais, sous équipement), les travaux restants de construction d'ouvrages de franchissement devront être confiés à ces entreprises ayant favorablement effectué leur travail à satisfaction et dans les délais. La mission recommande à l'UNGP de négocier directement la réalisation des travaux de pistes avec les CD équipés du fait qu'en raison du délai restant à courir d'ici la date d'achèvement du Projet, le recours à l'HIMO n'est pas indiqué. La mission encourage aussi le projet à poursuivre les actions de cofinancement avec le PDARP qui y a manifesté son intérêt et d'autres bailleurs de fonds, de sorte à terminer les aménagements des axes sur lesquels les ouvrages de franchissement ont été construits.
26. Enfin, pour permettre aux PME/ONG de tenir les délais, il paraît indiqué que le délai de paiement des décomptes certifiés soit le plus court possible de préférence à partir du compte spécial afin d'éviter les arrêts des travaux pour des tensions de trésorerie

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire le point de tous les marchés en cours et conclure si nécessaire des avenants pour la prorogation des délais d'exécution après avoir requis l'ANO du FIDA	Responsable Infrastructures, Responsable PPM, RAF	30 juin 2013
Inviter les entreprises à réaliser les remblais d'accès aux ouvrages dès la fin de la saison des pluies et veiller à ce que le raccordement à la piste se fasse suivant les exigences de terrain en respectant la distance requise	Responsable Infrastructures	15 juillet 2013
Commettre les DDETP pour réaliser l'étude d'itinéraire des axes aménagés en vue d'identifier les points critiques nouveaux à traiter et élaborer le dossier technique y relatif	Responsable PPM, Responsables Infrastructures	15 juillet 2013
Suivre travaux des chantiers de travaux, les autorisations et les moyens devront donc être accordés pour son exécution.	Coordonateur, RAF	Immédiatement et préoccupation permanente
Pour les travaux de construction des ouvrages de franchissement restants, contractualiser directement avec les entreprises qui se sont révélées performantes dans la réalisation des marchés précédents	RAMBP, RPM, RAF, Coordonateur	30 juin 2013.
En fonction de leurs plans de charge et du niveau de leur équipement, contractualiser avec les CD les travaux d'aménagement des pistes	Responsable infrastructures, RPM, RAF, Coordonateur	30 juin 2013.
Veiller à ce que les délais de paiement des décomptes parvenus au PRODER en bonne et due forme n'excèdent pas sept (07) jours ouvrés.	RAF, Coordonateur, RAMBP RPM	Préoccupation permanente.

## Composante 2 «Appui à la production agricole et à la commercialisation»

27. La base de développement de la production du manioc, que sont les GIECs, est restée au niveau de 405 atteints (à 100%) depuis 2010, avec 5 785 membres dont 43% de femmes, et 27 CA comme fixé à la RMP, même sur 4 clones résistants et tolérants prévus, 10 ont été adoptés par les producteurs. Cependant on note une certaine érosion des membres des GIECs d'environ 5 à 10% avec des velléités de retour compte-tenu des performances réalisées.
28. La mission a constaté que : (i) les boutures saines de manioc sont présents dans toute la zone géographique du projet, au travers des parcs à bois et les champs paysans; (ii) et le bon niveau de portée (14 758 ménages atteints, soit 75% des prévisions). Ainsi, les 2 689 ha (101% des prévisions) de parcs à bois de multiplication sont constitués de 1 294 ha de parcs à bois au niveau des GIECs et 258 ha au niveau des Champs d'Appui (CA) et 1 137 ha ouverts par les ménages.
29. Globalement la distribution reste le maillon faible de la chaîne de développement de la filière manioc. Par rapport aux prévisions de la RPE et de la RMP, la distribution des boutures a atteint les 67% des prévisions. Cependant au regard de la production globale, elle est estimée à 8% (155.150.000 boutures produites pour 13.344.584 distribuées). Toutefois, la stratégie communicationnelle et opérationnelle est appréciable. Les média partenaires diffusent des émissions spécifiques en la matière et les GIECs assurent la mise à disposition des boutures aux ménages. C'est dans ces conditions que les 3 campagnes de 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ont permis d'atteindre 14 758 ménages pour une distribution cumulée de 13 344 584 boutures (soit 67% des prévisions de la RMP), alors que le PTBA 2012 indique une distribution de 48%.
30. En dépit des deux protocoles pour le suivi des rendements et des comptes d'exploitation des GIEC, le feedback des 15 GIECs visités ont permis d'estimer, par sondage, les rendements par département. Ils sont de 15 à 18 tonnes/ha dans le Niari ; 18 à 22 tonnes/ha dans la Lékoumou et 30 à 40 tonnes/ha dans la Bouenza. Des chiffres en net évolution, alors les dernières statistiques indiquent que le rendement moyen sur le plan national est estimé entre 7 et 10 tonnes /ha. Ces résultats devraient être affinés par étude précise devant permettre d'évaluer les performances agronomiques de chaque matériel végétal diffusé.
31. Les 5 000 vitro plants sont encore en cours de production au CRAL. A cet effet, il est attendu 50.000 micro boutures en mars 2014.
32. La deuxième phase de l'appui à l'élevage par la vaccination des petits ruminants contre la PPR est en cours. La première a touché 2 929 éleveurs dans 512 villages.

33. En matière de diversification des appuis, la composante a distribué (i) 16 tonnes de semences vivrière (soit 33% des semences de base reçues) produites par le CRAL à 4.762 bénéficiaires avec 34% de femmes et 40 groupements, (ii) 41 producteurs d'oignons ont reçu la formation et 41 kits de conservation (aire de stockage aérée) des productions. (iii) 200 Kg de semences de mucuna distribuées à 22 bénéficiaires avec une demande de plus en plus croissante. (iv) six (6) kits de transformation constitués principalement de rouissoirs ont distribués aux transformateurs, et les autres **infrastructures de transformation** programmées (4 moulins à fofou, 5 pétrisseurs, 2 fours-garificateurs) vont faire l'objet d'étude. Cette option a été prévue dans le PTBA 2013 pour permettre une meilleure appréhension des appuis à apporter en tenant compte des besoins réels et de la participation des bénéficiaires.
34. Pour **l'appui à la commercialisation**, des cinq entrepôts programmés, trois sont réalisés soit un taux de réalisation de 60%. Toutefois, ces magasins ne sont pas fonctionnels en l'absence des équipements restant à fournir. Le projet a programmé l'étude du système d'information sur les marchés (SIM) pour faciliter et accompagner les groupements en ce qui concerne la mise en relation avec le marché.
35. Concernant les sites affectés aux deux autres magasins, celui de Komono a fait l'objet de réaffectation. Pour le magasin de Loutété, après une séance de travail avec la direction générale du CFCO, il est retenu que le MAE adresse une correspondance au CFCO pour solliciter la mise à disposition d'une parcelle pour abriter le magasin. **Les autres infrastructures** notamment l'aménagement des logements et le réseau d'irrigation sont exécutés à 100%.
36. (ii) **Pour la production agricole et de commercialisation**, le niveau de satisfaction des besoins en formation a touché 1 349 présences des apprenants sur sept (7) thèmes retenus par le projet centrés sur les itinéraires de production et la gouvernance des groupements. Il a été noté 13 présences pour les 4 DDA, 198 (comprenant les 34 CSA, 5 agents du CRAL, 31 agents des ONGD et 6 agents de projet), et 1 138 pour les leaders des groupements. Douze (12) sessions de formations et atelier d'échange ont été organisés. Des appuis matériels ont été fournis aux institutions de recherche (CRAL avec un laboratoire de biotechnologie équipée et des infrastructures de sevrage des vitroplants ; le CNSA Mayoumina avec du mobilier de bureau et électrification thermique) et les GIEC (entrepôts de stockage, matériel de transformation).

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Formaliser la stratégie de distribution des boutures en mettant en place un plan d'action qui permettrait une large diffusion des boutures pour atteindre plus de producteurs	UNGP	Mai 2013
Faire le point de la production des vitro plants au CRAL pour déterminer le nombre exact des vitroplants et la production des microboutures qui en découleraient	RPA/ Facilitateur	Août 2013
Exécuter la campagne de vaccination programmée dans la zone du projet	UNGP/DGE	Immédiat
Finaliser l'étude sur la transformation des produits et engager la fourniture des équipements (broyeur, unité gari) à 6 GIEC	UNGP/RAP	novembre 2013
Appuyer les GIEC restant à obtenir leur récépissé de reconnaissance pour l'obtention de l'agrément	UNGP, DDA	Immédiat
Faire à une consultation individuelle pour élaborer les protocoles pour le suivi des rendements de manioc et des comptes d'exploitation des GIEC, à faire exécuter par le facilitateur	UCP/ Consultant/ Facilitateur	Juillet 2013
Poursuivre la formation en organisation paysanne, gestion et marketing des GIEC, ainsi que les visites d'échanges.	UNGP	Immédiat
Rendre plus dynamique le partenariat avec les radios locales en élargissant le champ de diffusion des réalisations du projet et en particulier de la diffusion des boutures	UNGP/Facilitateurs	Permanent

### Composante 3 «Hydraulique Rurale»

37. **Le contrôle et la supervision des travaux** sont dévolus à la DIDH qui s'en acquitte au travers des missions périodiques de terrain. Eu égard la mauvaise qualité des travaux de certaines superstructures et le tarissement des puits observé, *la mission recommande aussi un suivi de la coordination du projet pour s'assurer de la qualité des travaux*. Il est à rappeler que la mise en eau des puits devra se faire impérativement en fin de saison sèche.
38. **Cependant la fonctionnalité des puits restent controversée. Ce qui a emmené la** suspension des travaux d'hydraulique rurale par la tutelle technique (le MAE) à la suite des

plaintes des bénéficiaires. Il s'avère que l'installation ont un fonctionnement saisonnier. Pendant la saison sèche les puits ont tendance à s'assécher. Et pourtant, la tutelle technique a maintes fois promis sans suite d'envoyer une équipe d'inspection technique du Ministère en charge de l'hydraulique. De son côté l'Emprunteur (le Ministère des Finances) s'est engagé à rencontrer les entreprises concernées afin de leur demander de procéder à la remise en eau des puits à problème. *La mission recommande un état des lieux par un consultant indépendant individuel ou une ONG pour définir la conduite à tenir pour leur opérationnalité effective.*

39. **Pour la qualité de l'eau, les résultats d'analyses** physico chimiques et bactériologiques **de l'eau ne sont disponibles que pour 38 ouvrages** sur les 48 ouvrages (41 puits et 7 sources), soit 79,2% de réalisation, les 10 ouvrages restant seront versés aux 26 ouvrages à réaliser au PTBA 2013. L'analyse a révélé la présence de coliformes dans certains puits. Cette constatation a entraîné le traitement systématique à l'hypochlorite de potassium de l'ensemble des puits.
40. **(iii) La sensibilisation pour l'installation des comités de gestion** des points d'eau (CGPE) a été conduite auprès de 38 localités bénéficiaires des ouvrages. 27 comités ont été installés et 24 ont été formés. *La mission recommande au projet de mobiliser le prestataire retenu pour assurer leur formation.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire le point des puits asséchés et prendre des dispositions pour leur approfondissement	responsable Composante infrastructures, Responsable PPM, Consultant	Dés recrutement du consultant.
Veiller à ce que les puits dont les travaux sont en cours, soient mis en eau en fin de saison sèche.	Responsable Infrastructures, consultant	Préoccupation permanente
Contractualiser avec l'ONG sélectionnée pour la réalisation des actions d'animation/sensibilisation	Responsable PPM, RAF	31 mai 2013
Prendre des dispositions pour l'aménagement des quatre sources retenues.	Responsable des infrastructures, responsable PPM	30 novembre 2013
Faire la situation de l'exécution des marchés en cours en vue de la conclusion si nécessaire des avenants	Responsable des infrastructures, responsable PPM	31 mai 2013

#### Composante 4 : «Développement des services financiers ruraux»

41. A date du 28/02/2013, les 20 caisses sont opérationnelles et totalisent 5.563 membres, avec 27% de femmes et 13% personnes morales. Les informations disponibles au 31/12/2012, montrent que 116 GIEC ont adhéres à 17 caisses.
42. Globalement, les informations disponibles sur la période de 2008 à février 2013, montrent que les caisses ont accordé 732 millions FCFA de micro-crédits au profit de 3 021 personnes et mobilisé 942 millions FCFA d'épargne de toute nature confondue. Sur l'exercice 2012, les données collectées par l'OPM sur le portefeuille des CMEC montrent que le taux de progression de l'épargne collectée, du montant des crédits accordés et du nombre de crédits octroyés entre 2011 et 2012 est très significatif : il est respectivement de 28%, 34% et 20%. Sur le plan de la rentabilité financière, le taux de progression des produits financiers sur la période 2011-2012 est de 113% et le ratio sur le rendement du portefeuille montre une évolution positive sur la même période (27% à 38%) du fait que la qualité du portefeuille est globalement satisfaisante.
43. iv) l'amélioration de la gestion des CMECs, 905 personnes (avec 25% femmes) ont été formées lors de 60 sessions de formation organisées par l'OPM (thématiques abordées : utilisation et enregistrement opérations comptable, fonctionnement des organes et contrôle interne, gestion du crédit et travaux d'arrêtés de comptes).
44. L'équipe en charge de la mise en œuvre de la composante a, à cet effet, besoin d'une assistance technique internationale. *Le PRODER SUD devra également effectuer une étude de faisabilité (conduite par un expert international), ayant pour objectif de clarifier les différentes étapes dans la mise en place du Réseau des CMEC du Sud, les préalables et les conditions à remplir afin de s'assurer de la viabilité technique, organisationnelle et financière du Réseau. Enfin, pour inscrire l'action des caisses les plus « fortes » dans la durabilité, il importe qu'elles soient outillées d'un plan d'affaires, explicite sur les conditions de leur développement financier. Le PADEF devrait apporter son concours aux caisses dans cet exercice, qui permettra d'inscrire leur action dans le cadre d'une planification à moyen terme, avec une visibilité claire sur des objectifs financiers,*

*l'inventaire des éléments indispensables au succès du plan d'affaires, la stratégie financière de la caisse et le plan de financement.*

45. Concernant le processus de réseautage, le Projet devra rapidement achever le processus de recrutement de l'assistant technique international, qui devra mener une étude de faisabilité pour clarifier les différentes étapes dans la mise en place du Réseau des CMEC du SUD.
46. Sur un autre plan, la mission a noté au niveau de la caisse de Dolisie, des prêts pris par des Cadres et Agents du Projet, dont une partie est en contentieux (avec des retards de paiements de plus de 2 ans pour le plus ancien crédit). Le montant global en contentieux s'élève globalement à 2.406.771 FCFA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en relation les organes de gestion des caisses avec les entreprises de travaux, afin qu'ils assurent le suivi de l'exécution des travaux	Responsable composante ASFR, Responsable infrastructures	Immédiatement mais continuellement
Les actions/activités du projet, avant l'achèvement, doivent être orientées sur la consolidation du développement organisationnel des CMEC, plus particulièrement, sur l'amélioration de la gouvernance et la productivité des organes de gestion, à travers des recyclages dans les formations	Responsable composante ASFR, OPM, Coordonateur	Préoccupation permanente
Faire réaliser l'étude de faisabilité de la mise en place de la faïtière par un expert expérimenté en la matière à recruter	Responsable composante ASFR, OPM, Coordonateur, responsable PPM	30 septembre 2013
Veiller à ce que des retenues s'opèrent sur les indemnités de départ des agents débiteurs vis-à-vis des CMEC pour apurer les prêts/dettes contractés.	Coordonateur, RAF, OPM	Préoccupation permanente
travailler sur les outils de suivi et de contrôle des crédits, et en particulier, en amont de l'octroi du crédit, sur les techniques d'analyse de la rentabilité d'une activité	Responsable composante ASFR, OPM	Préoccupation permanente

## D. Avancement de l'exécution du projet

49. **Gestion Interne. L'arrivée du PADEF a conduit à réduire le personnel du PRODER SUD.**  
Depuis le 31 mars 2012, une équipe restreinte locale conduit le projet sous la coordination du PADEF jusqu'à l'achèvement du Projet. Elle est composée de 3 agents opérationnels suivant : le responsable de la composante 4 « développement des services financiers ruraux », l'assistante de la composante 2 « appui à la Production agricole et à la commercialisation » et l'assistant administratif et financier et 4 équipes de facilitation départementales. Une commission de calcul des droits des travailleurs a produit son rapport et une DNO a été sollicité.
50. La mission a estimé que c'est grâce aux efforts des équipes de facilitation que le projet a pu engranger ces résultats. Elles ont montré leur bon niveau de connaissance des zones d'intervention et l'estime que leur portent les bénéficiaires. D'ailleurs de nombreuses initiatives d'actions de vulgarisation sont émises par eux. C'est le cas des actions d'autoformation avec les échanges d'expériences locales et interdépartementaux. Toutefois ces efforts se trouvent actuellement sérieusement entamés à cause des difficultés logistiques et leurs périmètres d'intervention sont limités aux zones les plus accessibles.
51. **Passation de Service :** La mission a complété les informations disponibles avec les situations sur les engagements à solder sur les marchés en cours (FIDA, OFID, ETAT) et l'actualisation des fiches de suivi des contrats.
52. En matière de **suivi-évaluation**, le projet est à un stade assez avancé pour la structuration du dispositif de suivi-évaluation du projet. Les outils à leur disposition (étude socioéconomique, étude anthropométrique, une évaluation d'effets, l'aperçu général de la performance du S&E, une ébauche de SIG, un listing des indicateurs de résultats, d'effets et d'impacts par composante qui n'ont pas tous été intégrés temporellement dans la conception des PTBA) devrait permettre de mieux canaliser le S&E. En cet effet, c'est l'exploitation de ces outils qui ont permis la production du RIMS des indicateurs de premier et de deuxième niveau du projet. Toutefois la lecture des données collectées par les composantes restent encore fastidieuse du fait de l'inorganisation des supports de collecte au niveau des composantes et l'absence de centralisation. En plus à huit mois de l'achèvement du projet, l'on devrait renseigner sur les indicateurs d'impacts.

53. En cette période d'achèvement du projet, la coordination a actualisé les TDR des études socioéconomiques et anthropométriques réalisés au lancement du projet pour évaluer le niveau de changement socio-économique et professionnel des bénéficiaires de la zone du projet. De même les TDR de l'audit des comptes du projet a été soumis à la non objection du FIDA. Un consultant sera recruté pour faciliter la conduite et la préparation du rapport d'achèvement.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à la disposition des responsables des composantes et des partenaires les fiches spécifiques à renseigner de S&E	RPSE	Immédiat
Préparer les TDRs et faire réaliser toutes les études pour l'achèvement du projet	UNGP	Permanent
Mettre en œuvre et formaliser le système de circulation de l'information proposée dans l'aperçu des performances du S&E (du village au comité de pilotage) et le valider	RPSE	Immédiat

54. **En matière de communication, gestion des connaissances et innovations**, le dispositif est le même pour tous les projets financés par le FIDA. Le projet a développé des partenariats avec les radios locales dont les échanges ont fait émerger l'importance de cet outil dans la vulgarisation des savoirs et savoir-faire. Les bonnes pratiques au niveau des bénéficiaires, particulièrement en matière de multiplication et diffusion des boutures trouvent leur source dans la communication. La mission reconnaît qu'un effort de documentation, de capitalisation et partage de l'information est fait par le projet. Ce qui justifie par le renseignement du RIMS du projet. Par ailleurs, les visites d'échange entre groupements ont eu un effet booster dans l'amélioration des activités économiques des GIECs. La mission recommande le renforcement de cette pratique émulative des groupements. Toutefois, ces résultats appréciables ne font l'objet de partage au niveau national. Les **activités des clubs d'écoute** organisées autour des 5 radios communautaires sont actuellement en veilleuse par manque de matériel
55. **Visibilité/communication** : la communication autour des activités du PRODER Sud est insuffisante. A quelques mois de son achèvement, les résultats très encourageants enregistrés dans le domaine de la production agricole ne sont pas connus ainsi que ceux obtenus en matière de facilitation de l'accès aux bassins de production et aux marchés grâce à la synergie développée avec le PDARP. La mission recommande au projet de faire des efforts pour améliorer la visibilité du projet. A huit mois de la date d'achèvement du PRODER Sud, la situation de son exécution est ci après présentée

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer les capacités de documentation sur les pratiques culturelles, par l'encadrement technico-économique et commercial au niveau des paysans, GIECs et des partenaires techniques (institutions de recherche et de formation)	RPSE/Chef de composante	Permanent
Diversifier les contenus des émissions radio (techniques, économiques et sociales) relatives aux capacités des appuis du projet. Et particulièrement pour la prise en charge des bénéficiaires en phase post projet	UNGP	Permanent

## E. Aspects fiduciaires

56. **Gestion financière.** Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA, OPEP, Etat) est estimé à 6,447 milliards FCFA (environ 13,128 millions USD), **soit un taux d'exécution financière global du Projet estimé à 61%**. Spécifiquement, les engagements sur les ressources du Prêt FIDA sont estimés 3,835 à milliards FCFA (environ 5,161 million DTS), soit 87,48% des ressources du Prêt au 08/04/2013. Les réalisations financières sur le Prêt FIDA s'élèvent à 3,853 milliards FCFA (environ 5,136 millions DTS), soit à date, un taux de réalisation financière de 87,05% du financement FIDA. Les engagements sur les ressources du Prêt OFID sont estimés à 1,978 milliards FCFA (environ 3,990 millions USD), soit 53% des ressources du Prêt. Les réalisations financières s'élèvent à 2,881 millions USD (environ 1,429 milliards FCFA), soit à date, un taux de réalisation financière de 38% du financement OFID. Les réalisations financières du PRODER SUD sur les fonds de contrepartie se chiffrent à 1,164 milliards

FCFA (environ 2,329 millions USD), soit un taux de réalisation financière de 41% sur les ressources mises en place par le Gouvernement.

57. **Décaissements.** Le PRODER SUD a mobilisé auprès du FIDA, l'Etat et l'OFID un montant global de 15,662 millions USD, soit **un taux de mobilisation des ressources du Projet estimé à 72%**. Respectivement, les ressources FIDA, OPEP et Etat ont été mobilisées à hauteur respectivement de 87% (5,188 millions DTS équivalent à 8,008 millions USD), 38% (2,831 millions USD) et 85% (4,822 millions USD). Au 08.04.2013, les paiements effectués sur les ressources du prêt FIDA (en prenant en compte le dépôt initial) s'élèvent à 5.188.345 DTS (8,008 millions USD) sur un montant alloué de 5.900.000 DTS, soit un taux de décaissement de 87,94%. En prenant en compte les montants à payer sur les DRF n°47 et 45 le montant total des décaissements prévisionnels sur les ressources du Prêt se chiffrent à 5.363. 965 DTS (environ 8,275 millions USD), soit un taux de décaissement prévisionnel de 91% à fin avril 2013. L'analyse des engagements financiers par catégorie du Projet montre un dépassement des allocations prévues sur les catégories ci-après : « Génie Civil » (197%), « assistance technique » (122%), « convention, contrats d'exécution » (153%), « salaires » (109%). En tenant compte des nouveaux engagements financiers jusqu'à la clôture, la mission a appuyé le Projet à établir une proposition de réallocation des ressources du Prêt FIDA. La mission relève que l'allocation sur les catégories "fonctionnement" et "salaires" qui représentaient respectivement 13,2% et 20,5% du montant total du Prêt FIDA, passe sur la proposition de réallocation, respectivement à 14,4% et 24,5%. La mission estime que la marge de progression est acceptable au vu des dépenses déjà effectuées par le projet. La mission a également travaillé avec le service financier pour établir une proposition de plan de recouvrement du dépôt initial.
58. **Reconstitution du compte Désigné FIDA :** Au 08.04.2013, sur un dépôt initial de 500.000 euros, le solde disponible sur le CD est de 214.749 euros, soit 43% et les dépenses éligibles en DRF représentent 12% du dépôt initial (59.455 euros). La mission relève : (a) un préfinancement de dépenses éligibles au financement du Gouvernement (20.365 euros) et des avances non justifiées de l'exercice 2012 (17.690 euros) ; (b) des erreurs de comptabilisation de la Banque BCI (855 euros).
59. **Décaissement sur le Prêt OPEP.** Le taux de décaissement sur les ressources du Prêt OFID (dépôt initial y compris) est de 37,8% au 08/04/2012 (soit un montant de 2.835.406 USD). Au 08/04/2013, les ressources disponibles dans le compte d'opération OFID se chiffrent à 390 millions FCFA. La mission note que : (a) les ressources OFID ont préfinancé des dépenses du Gouvernement pour un montant de 8,553 millions FCFA (environ 18.317 USD) ; (b) le PRODER SUD a bénéficié d'un gain de change consécutive à la baisse du taux de change du dollar, estimé à 27 millions FCFA (environ 59.000 USD).
60. **Financement de contrepartie.** Lors de la mission de la RMP, la contribution du Gouvernement a été revue et est passée de 4,703 millions USD à 5,648 millions USD, soit une augmentation de 26%. La mission note que le Gouvernement, par rapport à ses obligations de financement revues après la RMP pour la prise en charge d'une partie des dépenses de fonctionnement du PRODER SUD, a décaissé 2,170 milliards (environ 4,822 millions USD), soit 85% de sa part de financement dans la mise en œuvre du PRODER SUD. Le Projet ne disposant pas de tableau de suivi des exonérations, le montant des taxes imputables à la contribution n'est pas connu. Toutefois, la mission a estimé sur la base de l'état des dépenses du Projet sur les financements FIDA et OPEP, la TVA concédée par l'Etat (18%) à 950 M FCFA. A la date du 8/04/2012, les ressources disponibles dans le compte de contrepartie s'élèvent à 431 millions FCFA. Les ressources attendues de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA (400 millions FCFA) n'ont pas encore été décaissées.
61. **Conformité avec les dispositions de l'Accord de prêt.** La mission n'a pas d'observation particulière. Le PTBA 2013 a été non objecté par le FIDA en février 2013 et le PPM réaménagé de façon à prendre en compte l'ensemble des marchés programmés.
62. **Passation des marchés.** Durant toute la durée de mise en œuvre du PRODER 2, la passation des marchés a été sous les attributions du Responsable Administratif et Financier (RAF) et sous la supervision du coordonnateur national du projet. La responsable de passation de marchés n'a été recrutée qu'en janvier 2013 dans le cadre du PADEF. Ce qui décharge la RAF de cette fonction et valorise les principes de base d'une passation de marchés efficace requérant la transparence, l'équité, l'économie, l'ouverture et l'obligation de rendre compte. Elle a



actuellement pris le chantier de relever toutes les défaillances des PM précédentes, qui trouvent leur origine dans la surcharge de travail du RAF sortant. La preuve est que la mission ne fait aucune observation particulière sur le PPM 2013 dont elle a eu la charge de revoir avec l'appui du Bureau FIDA. Toutefois, dans le traitement des dossiers, la mission a constaté que l'archivage des documents de passation des marchés, en 2012, n'a pas respecté les étapes de la procédure et les normes d'archivage. Il est aussi constaté que 33 % et 35 % des contrats signés en 2012 n'ont pas été planifiés. *La mission rappelle que le PPM doit être utilisé et intériorisé comme un outil de gestion devant aider l'UNGP à faire le suivi rapproché de l'exécution de différents marchés. Il est susceptible d'être modifié et mis à jour après avis de non objection du FIDA, et les documents (contrats, les rapports d'évaluation) doivent être de bonne qualité.* Etant en situation d'achèvement, la mission recommande la relecture des contrats liés aux infrastructures (puits, ouvrages de franchissement, pistes rurales et génie civil) signés depuis 2010 dont un bon nombre accusent un grand retard, et de prendre des avenants au cas par cas pour (i) prolonger le délai contractuel, (ii) insérer les clauses contraignantes, (iii) fixer les dates éventuelles pour les réceptions tant provisoire que définitive, (iv) définir les modalités de gestion des différentes garanties de bonne fin.

63. **Audit.** Pour l'audit des comptes 2012, le Cabinet CANAL AUDIT est attendu au plus tard le 15/05/2013. La mission note que le CFS a transmis ses observations sur les TDR de l'auditeur et la non-objection sur la version corrigée est toujours attendue. Il importera lors des discussions préliminaires avant le début des travaux de rappeler à la mission d'audit la nécessité d'effectuer des missions de terrain pour évaluer la corrélation entre le niveau de décaissement et le niveau de réalisation physique pour les marchés d'infrastructure. La mission a échangé avec l'équipe sur les travaux de régularisation à entreprendre afin d'éditer des Etats Financiers fiables et aussi, les actions préparatoires à exécuter par le service financier avant la mission d'audit de l'exercice 2012. *La mission recommande au projet de veiller à ce que l'équipe du cabinet en charge de l'audit dispose en son sein d'un expert en passation de marchés pour valider l'éligibilité des dépenses vis-à-vis des Directives applicables avant de se prononcer sur leur régularité.*

Mesure recommandée	Responsabilité	Date convenue
Recruter un archiviste pour identifier les documents physiques et mettre de l'ordre dans la documentation de PM à Dolisie. Dont les TDR sont préparés par l'UNGP	Coordonateur, RAF, RPM	15 mai 2013
Diligenter une mission indépendante de contrôle composée de deux Experts en (i) génie civil et (ii) en ponts et chaussées pour déterminer exactement la quantité de travaux restants pour chaque chantier avant la signature des avenants	Gvt/FIDA	Immédiatement
Organiser un atelier de formation sur la Passation des Marchés	UNGP	Juin 2013
Mettre à jour la comptabilité avant l'audit des comptes (contrôle de la cohérence des comptes et l'enregistrement des fonds avancés au personnel)	RAF	Immédiatement

64. **Dispositif et organisation de la Comptabilité du PADEF :** la nouvelle équipe dispose d'un ensemble d'outils de gestion : le cahier de charge des agents du SAF, la périodicité et les out-put de chaque agent et le dispositif de contrôle interne. Le Tableau de bord de gestion mensuel, l'organisation de réunions mensuelles de coordination. La mission relève la nécessité de préciser les liens hiérarchiques et fonctionnels dans l'organigramme entre les services financiers restreints du PRODER SUD et du PRODER 3 avec le service financier du PADEF. Concernant les outils de gestion et les livrables attendus sur les travaux des aides-comptables, il importe de les harmoniser et de définir les périodes d'élaboration des travaux comptables et de transmission aux comptables respectifs en vue de la consolidation mensuelle des données comptables
65. **Comptabilité du PRODER SUD :** la comptabilité du PRODER SUD a connu une période de flottement, avec la mise en place du PADEF. La mission note que : (i) des sorties de fonds non encore justifiées à la date du 15 avril 2013 ; (ii) la gestion des ressources de la caisse et du carburant par l'Assistant Suivi-Evaluation en lieu et place des agents du service financier ; (iii) une comptabilité qui n'est pas à jour pour l'enregistrement des dépenses 2013 ; (iv) l'analyse et le contrôle de la cohérence des comptes en vue de l'audit 2012 n'ont pas été effectués ; (v) l'absence de suivi budgétaire. Les missions de supervision ont noté que le personnel de l'UCP manipule beaucoup de liquidité dans le cadre du fonctionnement du Projet en lieu et place des

agents du SAF. Il importe de noter le risque que cette situation engendre et de rappeler à l'UCP, que la gestion financière relève exclusivement du ressort du service administratif et financier de l'UCP. La mission note avec satisfaction que les dépenses du Projet peuvent être rapprochées avec les subventions reçues du FIDA, les subventions à recevoir et les subventions à demander.

66. **Dettes fournisseurs** : La mission a relevé des dettes fournisseurs (relative à l'entretien et réparation des véhicules) sur la période novembre 2012- janvier 2013 non encore soldées pour un montant de 2,261 millions FCFA. Ces dettes devront être apurées dans les meilleurs délais.
67. **DRF** : En 2012, huit (8) DRF d'un montant total de 788 millions FCFA ont été payées par le FIDA. La mission relève un montant de 9,216 millions FCFA non payé sur la DRF 45 du fait du dépassement de l'allocation sur la catégorie de dépense « Génie Civil ». Sur le Financement OFID, la mission n'a pas relevé de dépenses admissible en DRF. Le montant des dépenses préfinancées par le Gouvernement et éligibles pour une DRF de remboursement s'élève respectivement à 113 millions FCFA sur le prêt FIDA et 413 millions FCFA sur le Prêt OFID.
68. **Contrôle interne** : L'analyse des ECD montre que les liasses de pièces justificatives ne souffrent pas d'insuffisance majeure. Toutefois, il importe d'aligner le paiement des perdiems sur la procédure y relative

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Uniformiser les outils comptables dans les départements et prévoir des rencontres avec les aides-comptables pour l'appropriation desdits outils	RAF	Immédiatement
Mettre à jour la comptabilité avant l'audit des comptes, tout particulièrement le contrôle de la cohérence des comptes et l'enregistrement des pièces de dépenses venant en justification des fonds avancés au personnel	RAF	15 mai 2013
Veiller à la liquidation des dettes fournisseurs en attente depuis novembre 2012 – février 2013	RAF, Coordonateur	15 mai 2013
Etablir les DRF de remboursement sur les financements FIDA et OFID	RAF	Immédiatement

69. **Immobilisations et véhicules du PRODER SUD** : La mission note que l'inventaire 2012 du PRODER SUD a été effectué et le rapport d'inventaire est disponible. Concernant le matériel roulant, la mission a établi la situation de l'état de marche des véhicules et le lieu géographique de leur positionnement. Il ressort de la situation établie, que 6 véhicules (dont une affectée au Bureau de Liaison et actuellement garée au MAE) sont en état de marche.
70. *La mission recommande que le matériel, équipements et véhicules du PRODER SUD soit transféré au PADEF afin de minimiser les coûts relatifs à l'équipement des locaux de l'Unité de Gestion et des Facilitations au niveau départemental.*

## F. Durabilité

71. **Durabilité de l'amélioration de la production agricole**. Le succès du projet réside principalement dans la diffusion de nouvelles variétés saines de manioc à haut rendement à travers les GIEC bien organisés et bien gérés. Lesdites variétés sont très appréciées par les membres des GIEC et les autres producteurs environnants. Un des atouts pour la pérennisation des acquis du projet tient à la forte implication des services techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, notamment les Directions Départementales de l'Agriculture (DDA), les Chefs de secteur agricole (CSA) et le CRAL dans sa mise en œuvre en autant que des ressources financières et humaines leur soient assurées après l'achèvement du projet.
72. **Pour l'appui à la production agricole**. La mission encourage la poursuite de la dynamique opérationnelle en matière de renforcement des capacités dans le domaine de la valorisation des productions. Il reste le gage nécessaire à l'amélioration de la visibilité du projet. Par ailleurs les résultats des différents appuis seront véritablement appréciés qu'en évaluant les performances agronomiques et techniques des actions engagées (calcul des rendements). La réduction de la pénibilité de travail dans la transformation est aussi un facteur d'amélioration des valeurs ajoutées dans la production. La consolidation de ces actions programmées dans le PTBA 2013 enclencherait une nouvelle dynamique productive, particulièrement sur la mise en valeur des espaces productifs ouverts.

73. Un certain nombre de pré requis sont à satisfaire dès à présent. Il s'agit de : (i) la recherche d'une solution appropriée au problème foncier auquel les producteurs sont confrontés en vue de les inciter à investir dans leurs unités de production ; (ii) renforcement des capacités des producteurs à travers des formations en organisation paysanne, en gestion et en marketing ; (iii) la mise en œuvre d'actions pilote de transformation en accompagnement des exploitants dans la valorisation de leurs productions de base
74. **Durabilité des pistes rurales réhabilitées.** En cette phase d'achèvement du projet, l'entretien des ouvrages installés requiert l'implication de toutes les parties prenantes. Il s'agit entre autres, des conseils départementaux, des Directions Départementales (Hydraulique et Travaux Publics), des populations-bénéficiaires et leur corporation (CGPE, CVER). Cette participation, à toutes les étapes de la mise en place des ouvrages (identification, validation, conception, suivi et contrôle, contribution en investissement humain), est un premier pas vers leur appropriation pérenne. S'agissant des pistes réhabilitées, l'implication des CD dans les travaux, facilitera leur prise en compte dans la programmation annuelle du réseau d'intérêt local dont les pistes aménagées par le PRODER SUD en font partie et qui est à la charge de chaque CD dans son territoire. Toutefois, la mobilisation des ressources financières initialement à la charge du Fonds d'entretien routier et avec la décentralisation à la charge du conseil départemental demeure un problème. En effet, l'entretien du RIL, objet de l'intervention des PRODERs, est du ressort du CD avec une contribution du FER à son budget. Cette contribution du FER n'est pas encore effective et l'entretien du RIL est fonction d'année en année des ressources mobilisées du CD dont plus de 90% proviennent du budget national sous forme de subvention. Cette dotation au mieux des exercices est mobilisée à hauteur de 80% en fonction des recettes enregistrées et des contingences des périodes de mise à disposition.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place des comités villageois d'entretien viables par l'organisation des concertations internes et l'appui à la structuration des bureaux de ces comités	RAF, Responsable infrastructures	Préoccupation permanente
Veiller à ce que les pistes aménagées soient prises en compte dans les pistes prioritaires à entretenir par les conseils départementaux, en appuyant l'installation d'un partenariat (comités d'entretien-conseil départemental) et l'élaboration d'un cahier de charges auquel chaque partie prenante se doit de respecter	UCP/Responsable Infrastructures	Préoccupation permanente

75. **En matière de partenariat,** pour accroître la visibilité des actions du projet et susciter l'intérêt des acteurs à la base, la mission recommande le renforcement de l'efficacité du dispositif de partenariat. Il s'agit, entre autres, des services décentralisés du gouvernement (les directions départementales : DDA, DDTP, DDC, DIDH et le CSA), les leaders des groupements, les équipes de facilitation, le cinq (05) radios locales de la zone d'intervention du projet, les **autorités locales** pour la protection institutionnelles des acquis et les **institutions de recherche agricoles**, pour l'amélioration des productions. Le respect et l'évaluation des contrats et conventions est de rigueur.
76. **Développement des partenariats avec les sociétés et les autres projets.** Au passage de la mission à Pointe-Noire, une rencontre a été organisée à la Direction Départementale Kouilou de la Pêche et de l'Aquaculture au cours de laquelle l'on a partagé avec le projet PECHVAL financé par la coopération (JICA). Il a été question de rechercher, dans la perspective du lancement du PADEF, des pistes de collaboration pour une meilleure synergie dans les actions. Les discussions se poursuivent.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rencontrer JICA et MPD pour partenariat sur activités de synergies communes	ICO/UNGP	Mai 2013
Régulariser sur la situation contractuelle de tous les partenaires et revisiter le niveau d'exécution des contrats	Coordonateur/RAF	Immédiat

## G. Conclusion

77. Le PRODER Sud, à huit mois de son achèvement enregistre des résultats probants en matière de production agricole, de facilitation de l'accès aux bassins de production et aux marchés et de développement de services financiers ruraux. Ces résultats se doivent d'être documentés et être

diffusés et mis à la disposition du grand public. En effet, beaucoup d'activités et d'actions sont engagées, mais leurs réalisations ne pourraient être effectives que d'ici le 31 décembre 2013.

78. Dans cette optique, les contraintes pouvant entraver l'exécution se doivent d'être levées et des diligences devront être effectuées immédiatement pour mener toutes les activités au maximum de leur réalisation. Le suivi et la coordination des activités sur le terrain devront constituer des préoccupations des différents acteurs, notamment des responsables des composantes. Les enjeux d'ici au 31 décembre 2013 sont notamment (i) la prise de mesures pertinentes qui permettront d'achever l'ensemble des marchés en cours et qui accusent des retards notables, (ii) la consolidation/renforcement des investissements présentant des insuffisances, (iii) la mise en place d'organisations viables et formées à même de s'approprier les investissements afin d'assurer les entretiens et maintenance requis pour garantir leur durabilité, (iv) la capacité du Projet à engager les ressources OFID pour des travaux à impérativement terminer le 30 novembre au plus tard, (v) le développement d'un partenariat dynamique avec les conseils départementaux et les projets sur financement d'autres partenaires en cours de mise en œuvre et (vi) la conduite des actions pertinentes devant viser la viabilité et l'autonomie des GIEC et des CMEC après le retrait de l'accompagnement du PRODER Sud à son achèvement.
79. La mission encourage toutes les parties prenantes au Projet à redoubler d'efforts pour permettre au PRODER Sud de bien se terminer en conduisant à terme toutes les actions engagées dans la période restante.
80. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Congo se félicitent de l'ambiance constructive et professionnelle qui a prévalu durant la mission
81. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Congo approuvent les conclusions de la mission de supervision.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

### Faits essentiels

Pays	Congo	No. du projet	1327	No. du prêt/don DSF	688
Projet	Projet de développement rural dans les départements du Niari, de la Bouenza et de la Lekoumou			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	22/05/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	19/04/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	09/02/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	20/04/2006			Coût total	20.81	
Accord	22/05/2006	Délai d'entrée en vigueur	7.4	FIDA Total	8.41	
Entrée en vigueur	28/11/2006	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.41	91
Premier décaissement				Don DSF		
Examen à mi-parcours	30/06/2011	Dernier amendement	08/10/2008	Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2013	Dernier audit	26/06/2012	Financement national total	4.91	
Achèvement	31/12/2013			Beneficiaries	0.55	0
Clôture initiale	30/06/2014			Government (National)	4.37	85
Clôture	30/06/2014			Cofinancement total externes	7.49	
Nbre de prolongations	0			OFID	7.49	38

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	6	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en climat et environnement		

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. Coordination et gestion du projet	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Développement des services financiers ruraux	4	4	2. Autonomisation	3	4
3. Hydraulique rurale	4	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Appui à la production et à la commercialisation	4	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Accès aux marchés et aux bassins de production	3	3	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	3	5

#### B.5 Justification des notes

Toutes les composantes ont été actives, même les difficultés constatées sur la gestion financières ont été résolues. L'information comptable est actuellement fluide tant dans les normes que dans les transactions avec les bailleurs. Le système de S&E a évolué, mais demeure encore sans outil formalisé (absence de manuel S&E). De même que la coordination ne dispose d'aucun support de suivi des activités. Le niveau de décaissement n'a que sensiblement évolué. La mise en œuvre de l'accord de prêt a connu un embelli avec l'arrivée des fonds OFID. Les mouvements du personnel vers le PADEF ont fortement perturbé le fonctionnement de l'ensemble du projet. D'importantes avancées ont été observées sur le renforcement des capacités qui a couvert toutes les parties prenantes au projet, des prestataires aux bénéficiaires. L'hydraulique rurale est restée le point faible avec un génie civil approximatif sur certains ouvrages et des fonçages de moindre qualité exigeant des reprises. L'appui à la commercialisation s'est enrichi de deux entrepôts supplémentaires améliorant des conditions de stockage des produits et semences agricoles. L'accès aux marchés est resté dans une situation standard à cause des problèmes de climat et de contreperformance des entrepreneurs. Si l'autonomisation et la gestion durable des investissements ont été précédemment un défi au niveau des caisses, puits et de la praticabilité des pistes, les discussions avec les conseils départements, sur leur implication en phase post-projet, permettent tout espoir pour la pérennisation des ouvrages. Le niveau de réalisation atteint par la composante 2, tant dans la mise en œuvre que dans l'appropriation par les bénéficiaires, ouvre des possibilités d'auto prise en charge voire de changement d'échelle de production.

### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	4	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	5

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution Toutes les composantes ont quasiment été réalisées à près de 70%. Même si l'exécution de certains travaux relatifs à « l'accès aux bassins de production et aux marchés » ont connu du retard, toutes les études ont été réalisées ainsi que la quasi-totalité des ouvrages de franchissement, 3/5 magasins de stockage ont été construits. Les 20 CMECs sont fonctionnelles. Les 48 ouvrages de « l'hydraulique rurale » sont en place. Les difficultés de leur fonctionnalité ne tiennent qu'au problème de fonçage qui a été réalisé en période pluvieuse, au point où en saison sèche les puits ont tendance à s'assécher. L'option de la sécurité alimentaire est sérieusement engagée avec le potentiel productif de la composante « Production agricole et commercialisation ». L'accès et la disponibilité en matériel de plantation se développe favorablement avec à ce jour une capacité de 155 millions de boutures saines et près d'une centaine de tonnes de semences vivrières assorties d'un itinéraire technique sur fond d'amélioration de la fertilité du sol sont à mettre à la disposition des bénéficiaires. 38 conventions institutionnelles et individuelles accompagnent la réalisation physique du projet. Le renforcement des corporations et des regroupements corporatistes demeurent un outil efficace à la pérennisation de nombreux acquis du projet dont une capitalisation s'avère indispensable. Le niveau d'exécution du PTBA 2012: physique=68%; financière=61%. Sur les 44 recommandations de la RMP 2011, 91% ont été potentiellement réalisées (avec 34% de réalisations partielles); alors que celles de la dernière supervision de juin 2012 ne sont qu'à 59%. Des améliorations significatives ont été notées en ce qui concerne la gestion et le contrôle internes et la gestion comptable. Certaines insuffisances demeurent encore perceptibles.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	5
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Le potentiel organisationnel et productif développé par le projet et l'utilisation des relais et de partenariats institutionnels et individuels par compétences dans la mise en œuvre, constituent de leviers sur lesquels le projet peut fonder ses espoirs pour atteindre son objectif de lutte contre la pauvreté. Les structurations des transferts de compétences qui y ont été faits rassure tant soit peu le potentiel d'appropriation des apprentissages. La coordination unique au niveau du PADEF et l'implication des Directeurs Départementaux dans des dispositifs de coordination déconcentrée permettrait d'assurer la veille sur les acquis du projet. Le nombre de GIEC a été stabilisé à 405 depuis 2010 avec 5 785 membres dont 43% de femmes, sur 4 clones résistants et tolérants prévus, 10 ont été adoptés par les producteurs (14 758 atteints, soit 75% des prévisions. Ce qui augmente le niveau de diversification de matériel végétal Ainsi, les 2 689 ha (101% des prévisions) de parcs à bois de multiplication sont constitués de 1 294 ha de parcs à bois au niveau des GIECs et 258 ha au niveau des Champs d'Appui (CA) et 1 137 ha ouverts par les ménages. Près de 1 740 apprenants ont bénéficié des formations organisées et du matériel par le projet. 20 caisses sont opérationnelles et totalisent 5.563 membres. 512 villages d'éleveurs ont bénéficié de la campagne de vaccination contre la PPR. A ceci il faut ajouter les ouvrages de désenclavement des zones de production. La mise en place d'un manuel de suivi-évaluation et du SYGRI renseignerait facilement du niveau atteint des objectifs de développement.

**C.6 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le projet dans l'état actuel d'archivage des dossiers de passation de marchés, ne pourraient pas donner les informations utiles aux auditeurs sur la mise en œuvre du PPM 2012 ; cette situation peut conduire à la formulation de réserves majeures par l'auditeur. De plus, Suite au départ du RAF du PRODER SUD, il importe de rapprocher la situation des engagements à solder sur les marchés en cours avec la situation des paiements effectués par la comptabilité sur lesdits marchés afin d'éviter des doubles paiements, des paiements pour des prestations non délivrées. Les supports manquants dans les liasses de pièces justificatives des dépenses effectuées en 2012 (BL, BE, BC) peuvent également conduire à la formulation de réserves sur l'éligibilité de certaines dépenses. Par ailleurs, la non présentation en remboursement des dépenses éligibles sur les financements OFID et FIDA pourrait conduire à des tensions de trésorerie pouvant bloquer le financement des infrastructures sur les ressources de Contrepartie. Le projet devrait préparer à temps et présenter ses DRF à un rythme devant permettre une exécution fluide des activités programmées.
Avancement de l'exécution du projet	Les activités programmées dans le projet ont atteint une vitesse de croisière importante. Cependant en matière d'infrastructures des défaillances présentées par certaines PME adjudicataires (non-respect des délais, sous équipement) et contractants peuvent impacter négativement l'issue du projet. De même une étude de faisabilité pour la mise en place du Réseau des CMECs est nécessaire à leur pérennisation. Les outils de gestion et les livrables attendus ne sont pas harmonisés. Le système de S&E, en cours de formalisation a produit son premier SYGRI, même si la lecture des données collectées par les composantes reste encore fastidieuse du fait de l'insorganisation des supports de collecte au niveau des composantes et l'absence de centralisation. La gestion programmatique et la définition des plans d'opération doivent être intériorisées pour faciliter les prises de décision au cours de mise en œuvre.
Produits et réalisations	Services financiers ruraux: Les CMEC dans l'ensemble, manquent des capacités techniques nécessaires et des systèmes de gestion adéquats, permettant d'assurer leur viabilité et leur durabilité après l'achèvement du PRODER 2. Le dispositif d'accompagnement par l'ODM devrait élargir ses prestations au renforcement de la gestion des caisses et de leur structuration en réseau local ou départemental. Une stratégie de diffusion des boutures et un plan d'action doivent être mise en place pour continuer à contenir efficacement la lutte contre la mosaïque d'une part, et rendre disponible le matériel végétal sain dans tout le pays.
Durabilité	Une plateforme entre les corporations consoliderait les relations d'affaire à promouvoir. Afin de consolider et pérenniser les acquis actuels, il faudrait envisager : i) La spécialisation et professionnalisation d'un nombre calculé de GIEC de production de boutures certifiées par les services techniques de l'agriculture afin d'assurer un approvisionnement continu et de proximité de boutures saines dans les districts; ii) La maîtrise sur le plan national de la diffusion des boutures de manioc et autres semences en cours de valorisation ; iii) le démarrage d'actions à petite échelle de transformation. Encourager la sédentarisation des systèmes de production par la valorisation des itinéraires techniques sur fond d'agroforesterie. iv) le renforcement des capacités des corporations existantes GIEC, CGPE, CMEC, CVER, le transfert de la maîtrise d'ouvrage aux conseils départemental et aux corporations des bénéficiaires ; v) la structuration d'une faïtière pour structurer la fonctionnalité des caisses et vi) la mise en place d'un cadre départemental de concertation multi acteurs bénéficiaires du projet

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Coordination	Mettre en place un dispositif de contrôle (tableau de bord) renseignant sur l'évolution de la mise en œuvre des activités, les performances des différents acteurs et les facteurs de blocages (tant endogènes qu'exogènes).	immédiat	
Suivi-évaluation	Monter un tableau de suivi des recommandations des différentes missions et le renseigner régulièrement Démarrer le renseignement des indicateurs SYGRI définitifs devant permettre d'apprécier les changements intervenus pendant la mise en œuvre du projet	immédiat	
Développement des Services Financiers Ruraux	Le projet devrait axer sa priorité sur le renforcement des capacités des organes des caisses pour une meilleure productivité, sur les outils de suivi et de contrôle des crédits, sur les techniques d'analyse de la rentabilité d'une activité. Il importe par conséquent d'effectuer des activités de formation (des nouveaux élus des organes de gestion) et de recyclage (pour les anciens élus), en mettant l'accent particulièrement sur le contrôle interne. Réaliser l'étude de faisabilité pour la validation et la structuration organique et juridique de la faïtière	immédiat	
Gestion Financière	En sus du contrôle à affecter sur la situation exacte des engagements en cours, que le RAF sortant du PRODER SUD revienne à Dolisie avant fin avril 2013, afin de compléter la documentation sur les marchés passés par le PRODER SUD (avant transfert à la SPM du PADEF) et appuie l'équipe du SAF dans la préparation de l'audit 2012	Avant le 10/05/2013	
Études	Finaliser l'étude sur le SIM et des radios communautaires en suspens.	Juillet 2013	

---

**Observations supplémentaires**

---



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif principal:</b>			
Contribuer à l'amélioration durable des revenus et de la sécurité alimentaire et des ménages ruraux pauvres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Index des biens des ménages (RIMS)</li> <li>Niveau de sécurité alimentaire des groupes cibles</li> <li>Situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de pré-évaluation</li> <li>Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours</li> <li>Rapport d'évaluation d'impact de fin du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Implication et participation effective des populations</li> <li>Situation sociopolitique stable</li> </ul>
<b>Objectif de développement du Projet:</b>			
<b>Effet 1:</b> <b>L'accès aux marchés et aux principaux bassins de production est amélioré de manière durable</b>	512 villages à desservir par les pistes réhabilitées avec réduction des coûts de transport d'au moins de 20% ; et un accroissement du trafic de près de 50%	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de Suivi-évaluation (S-E), opérateurs et Prestataires de services (PS), de la DDETP</li> <li>Enquêtes d'impact sur la commercialisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réouverture renforcée accès par route entre les 4 départements</li> <li>Disponibilité des PS</li> <li>Respect des engagements du Gouvernement à assurer le relais</li> <li>Participation active limitée des bénéficiaires à l'entretien</li> </ul>
<b>Produits:</b> <b>1.1</b> les études techniques de pistes et d'ouvrages de franchissement/ assainissement sont réalisées et le système d'entretien mis en place est opérationnel ; <b>1.2</b> Les travaux de réhabilitation sont exécutés et contrôlés	<ul style="list-style-type: none"> <li>325 kms de pistes et 319 ouvrages de franchissement sont étudiées</li> <li>29 kms des pistes (points critiques) sont réhabilités et 85 ouvrages sont construits</li> <li>29 ONG/PME sont formés aux techniques HIMO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dossier de suivi de la DDETP et de la DDC</li> <li>Rapports du S-E, de la DDETP, d'activités du projet et des prestataires de services mobilisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes réalisées mais pistes rurales non encore réhabilitées. 28 ouvrages achevés et 16 sont en cours d'achèvement</li> <li>Disponibilité et compétences (matériel et immatérielles) des opérateurs</li> <li>Conditions climatiques</li> <li>Respect des normes TP en la matière</li> </ul>
<b>Effet 2:</b> <b>La production et la productivité agricoles et animales sont accrues et diversifiées et les revenus des groupes cibles sont améliorés à partir de la structuration de la commercialisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Production (15 000 tonnes supplémentaires) et revenu (au moins + 20%) des bénéficiaires (20 000 ménages)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de S-E du projet</li> <li>Rapports du MAE, MPMC, MEF</li> <li>Enquêtes qualitatives d'impact</li> <li>Revue à mi-parcours</li> <li>Rapports d'achèvement et d'évaluation finaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité du matériel de plantation de base</li> <li>Engagement des producteurs et renforcement de leurs corporations</li> <li>Evolution favorable des marchés et des prix des produits agricoles</li> </ul>
<b>Produits:</b> <b>2.1</b> La production et la diffusion des semences améliorées et boutures saines de manioc est assurées avec utilisation des jachères améliorées	<ul style="list-style-type: none"> <li>528 villages touchés sur les 1 199 de la zone de projet</li> <li>405 GIECs créés avec 5 785 membres de GIECs dont 43% de femmes</li> <li>2 689 ha Parcs à bois (CRAL et GIEC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'étude et bilan technique du RAPC</li> <li>Pratique en milieu paysan</li> <li>Rapports de S-E</li> <li>Rapport institutions partenaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de reproduction et de transfert des acquis des formations</li> <li>Les services publics et les partenaires sont motivés et leur apport dans le déploiement du projet</li> </ul>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<p><b>2.2</b> La transformation du manioc est améliorée avec l'utilisation des machines</p> <p><b>2.3</b> Les petits ruminants sont protégés contre la PPR</p> <p><b>2.4</b> les producteurs et leurs organisations ont renforcé leurs capacités dans la conduite des cultures et la transformation et sont sensibilisés sur la commercialisation</p>	<p><i>Primaire et secondaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>155 millions de boutures saines de manioc produites avec 13 millions distribuées</li> <li>10 Variétés de manioc tolérantes/Résistantes sélectionnées et diffusées</li> <li>14 758 ménages servis en boutures</li> <li>16 tonnes de semences vivrières distribuées</li> <li>10 essais en station et 2 ha de production de mucuna en milieu paysan ont été réalisés et itinéraire technique vulgarisé en milieu paysan</li> <li>2 135 plants de palmiers à huile distribués</li> <li>3 lots d'équipements de transformation de manioc sont opérationnels dans des ateliers des GIEC</li> <li>38 387 petits ruminants (26 639 ovins et 11 748 caprins) ont été vaccinés</li> <li>38 conventions sont signées avec les institutions et les individualités pour la formation des apprenants</li> <li>Le laboratoire de biotechnologie du CRAL est réhabilité, renforcé et équipé</li> <li>Plus de 1 740 apprenants ont bénéficié de formations immatérielles (DDA, CSA, ONG, GIEC, etc.)</li> <li>20 producteurs d'oignons ont reçu des kits de conservation et du petit matériel aratoire</li> <li>5 lots de matériel ont été livrés aux radios locales</li> <li>3 entrepôts de stockage sont réhabilités</li> <li>Structuration des OP viabilisée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Laboratoire du CRAL</li> <li>Rapport de formation des Consultation</li> <li>Rapports de DDA et DDE</li> <li>Rapport d'évaluation</li> <li>Rapport des opérateurs</li> <li>Rapports du MAE</li> <li>Contrat de prestations de service</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>est accru</li> <li>Respect des clauses de la convention</li> </ul>
<p><b>Effet 3:</b></p> <p><b>L'accès à l'eau potable des populations villageoises est amélioré de façon durable</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>20% des villages dans la zone du projet disposent des facilités d'approvisionnement en eau potable et les maladies hydriques sont réduites de 90%</li> <li>13 000 personnes qui ont accès à l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de Suivi-évaluation (S-E), opérateurs et Prestataires de services (PS), de la DIDH</li> <li>Enquêtes d'impact sur la commercialisation</li> </ul>	<p>Dynamisme et compétence des PS chargés de développer des innovations et d'encadrer le monde rural</p>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Produits:</b> <b>3.1</b> Les points d'eau et les sources sont construits et réhabilités  <b>3.2</b> La maintenance des puits est assurée	<ul style="list-style-type: none"> <li>41 puits construits avec pompe manuelle</li> <li>7 sources sont aménagées</li> <li>40 points d'eau analysés</li> <li>45 CGPE sont installés dont 84 membres sont formés à la gestion des points d'eau</li> <li>Les artisans réparateurs et leur corporation sont installés et formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de DIDH</li> <li>Rapport des opérateurs</li> <li>Rapports de S-E</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence de la participation des bénéficiaires</li> <li>Compétences des prestataires et fournisseurs des pompes</li> <li>Absence de formations</li> <li>Maîtrise de la technologie de pompage manuel</li> </ul>
<b>Effet 4:</b> <b>Faciliter l'accès des populations rurales, en particulier les plus défavorisées, à des services financiers adaptés à leurs besoins</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Montant total de l'épargne mobilisée</li> <li>Montant du crédit octroyé</li> <li>Accroissement du niveau d'activités et des revenus à partir des crédits octroyés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du Responsable de la composante</li> <li>Livre des comptes</li> <li>Rapports de S-E</li> </ul>	Maîtrise de la gestion de la micro finance rurale
<b>Produits:</b> <b>4.1</b> L'offre de crédits s'intensifie et se diversifie dans la zone du projet et les exploitants agricoles y adhèrent  <b>4.2</b> Les CMEC sont consolidées et engagées sur la voie de la viabilité et de l'autonomie financière durables	<ul style="list-style-type: none"> <li>20 CMEC sont créées avec 5 563 membres dont 1 502 femmes et 723 personnes morales</li> <li>20 bureaux des CMECs sont construits et les 14 plus accessibles sont équipés en matériels informatiques et en motos</li> <li>11 sessions de formation ont concerné 900 membres des CMECs</li> <li>3 021 crédits sont accordés</li> <li>1 faîtière est étudiée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de l'ODM</li> <li>Présence physique des caisses</li> <li>Rapports de S-E</li> <li>Rapport d'études</li> <li>Plan d'affaires des CMECs et de la faîtière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dynamisme des caisses</li> <li>Organisation interne</li> <li>Respect des textes organiques des caisses et participation aux AG</li> <li>Développement et diversification des produits</li> <li>Suivi des recouvrements</li> </ul>
<b>Effet 5 :</b> <b>la gestion du projet est réalisée de façon efficace</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Toute l'équipe du projet est en place et les livrables indiquent la fonctionnalité du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de supervision</li> </ul>	Compétence et motivation suffisantes du personnel, chacun dans sa spécificité professionnelle
<b>5.1</b> Un système de gestion financière est défini sur la base de : - PTBA élaboré - Manuel des procédures élaboré et maîtrisé - Gestion des contrats  <b>5.2</b> La Gestion des connaissances et des Innovations sont repérées, testées et documentées	<ul style="list-style-type: none"> <li>7 PTBA ont été élaborés et les Comité de Pilotage ont été tenus</li> <li>5 audits des comptes du Projet ont été réalisés</li> <li>6 Rapports d'activités (semestriels et annuels)</li> <li>1 Appui institutionnel au MAE (électrification et équipement des bureaux)</li> <li>12 supervisions ont été réalisées</li> <li>Nombre d'événements et d'outils de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de S-E</li> <li>Rapports de supervision</li> <li>Rapport du comité de pilotage</li> <li>Manuel de procédures et PTBA 2013</li> <li>Registre des DRF</li> <li>Rapports de supervision</li> <li>Notes et recommandations du comité de pilotage</li> <li>Rapports d'activités avec les autres projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Respect des procédures</li> <li>Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu</li> <li>Disponibilité du RPSE et des supports de S&amp;E</li> <li>Capacité d'imprégnation individuelle de chaque agent des documents fondamentaux de gestion du projet</li> <li>Compétence et motivation suffisantes du personnel retenu</li> </ul>

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>5.3</b> La visibilité et l'impact de tous les projets appuyés par le FIDA au Congo à travers la communication, la participation des bénéficiaires sont accrus	<ul style="list-style-type: none"> <li>partage de savoirs organisés</li> <li>Production d'un document de capitalisation sur la production de boutures saines de manioc</li> <li>Nombre d'innovations repérées/testées et documentées</li> <li>Nombre de campagnes de sensibilisation organisées</li> <li>Quantité de supports de communication publiés et distribués en langues locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des PM</li> <li>Conventions archivées</li> <li>Evaluations externes</li> <li>Résumé des réunions de coordination</li> <li>Rapports de S-E</li> <li>Sites web</li> <li>Bulletin d'information des projets</li> <li>Rapports d'atelier</li> <li>Articles de presse, reportages</li> <li>Contrats avec les professionnels des médias</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Motivation du Gouvernement</li> <li>Développement des besoins de synergie avec les projets existants</li> <li>Respect du PTBA</li> <li>Respect des PPM</li> <li>Respect des termes de convention</li> <li>Disponibilité des ressources humaines à participer au partage des connaissances et des savoirs</li> <li>Mobilisation de compétence pour entreprendre certaines activités spécifiques de communication</li> </ul>

## Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
<b>Exécution du projet</b>	Enclencher les discussions sur le partenariat avec le Conseil Départemental de la Lékoumou et la société minière MPD pour la mise en place d'un partenariat pour l'appui au développement de la production agro-pastorale locale	Septembre 2013	Coordonnateur/ Facilitateur	
	Améliorer la planification opérationnelle et la visibilité des activités	Immédiatement	UNGP/gestion des savoirs	
	Faire un état des lieux quantifié et exhaustif du niveau d'adoption des clones diffusés en milieu paysan	Décembre 2013	RPAC/ Facilitateur/ RPSE	
	Finaliser l'étude de caractérisation des unités de transformation	Juillet 2013	RPAC	
	Renforcer les capacités des CGPE	Novembre 2013	UNGP/Responsable infrastructures	
	Renforcer les capacités des CMECs par l'installation d'une faîtière après une étude de faisabilité réalisée par une consultation internationale	Octobre 2013	UNGP/DSFR	
	Préparer la manuel SYGRI du PADEF sur la base de l'expérience du Proder 2 et doté chaque responsable de composante d'un fichier permettant de renseigner les indicateurs du premier niveau	Juin 2013	UNGP/RPSE	
<b>Résultats</b>	Faire le point de tous les marchés en cours et conclure si nécessaire des avenants pour la prorogation des délais d'exécution après avoir requis l'ANO du FIDA	30 juin 2013	Responsable Infrastructures, Responsable PPM, RAF	
	Inviter les entreprises à réaliser les remblais d'accès aux ouvrages dès la fin de la saison des pluies et veiller à ce que le raccordement à la piste se fasse suivant les exigences de terrain en respectant la distance requise	15 juillet 2013	Responsable Infrastructures	
	Commettre les DDETP pour réaliser l'étude d'itinéraire des axes aménagés en vue d'identifier les points critiques nouveaux à traiter et élaborer le dossier technique y relatif	15 juillet 2013	Responsable PPM, Resp. Infrastructures	
	Pour les travaux de construction des ouvrages de franchissement restants, contractualiser directement avec les entreprises qui se sont révélées performantes dans la réalisation des marchés précédents	30 juin 2013.	RAMBP, RPM, RAF, Coordonateur	
	En fonction de leurs plans de charge et du niveau de leur équipement, contractualiser avec les CD les travaux d'aménagement des pistes	30 juin 2013.,	Responsable infrastructures, RPM, RAF, Coordonateur	
	Formaliser la stratégie de distribution des boutures en mettant en place un plan d'action qui permettrait une large diffusion des boutures pour atteindre plus de producteurs	Mai 2013	UNGP	
	Faire le point de la production des vitro plants au CRAL pour déterminer le nombre exact des vitroplants et la production des microboutures qui en découleraient	Août 2013	RPA/ Facilitateur	
	Finaliser l'étude sur la transformation des produits et engager la fourniture des équipements (broyeur, unité gari) à 6 GIEC	2 <sup>ème</sup> semestre 2013	UNGP/RAP	
	Faire à une consultation individuelle pour élaborer les protocoles pour le suivi des rendements de manioc et des comptes d'exploitation des GIEC, à faire exécuter par le facilitateur	Juillet 2013	UCP/ Consultant/ Facilitateur	
	Poursuivre la formation en organisation paysanne, gestion et marketing des GIEC, ainsi que les visites d'échanges.	Immédiat	UNGP	
	Faire le point des puits asséchés et prendre des dispositions pour leur approfondissement et mettre en eau en fin de saison sèche	Dés recrutement du consultant.	Resp. infrastructures, Resp. PPM, Consultant	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
	Contractualiser avec l'ONG sélectionnée pour la réalisation des actions d'animation/sensibilisation	31 mai 2013	Responsable PPM, RAF	
	Pour les travaux de construction des ouvrages de franchissement restants, contractualiser directement avec les entreprises qui se sont révélées performantes dans la réalisation des marchés précédents	30 juin 2013.	RAMBP, RPM, RAF, Coordonateur	
	En fonction de leurs plans de charge et du niveau de leur équipement, contractualiser avec les CD les travaux d'aménagement des pistes	30 juin 2013	Resp. infrastructures, RPM, RAF, Coordonateur	
	Mettre en relation les organes de gestion des caisses avec les entreprises de travaux, pour le suivi de l'exécution des travaux	Immédiatement mais continuellement	Resp. DSFR, Responsable infrastructures	
	Faire réaliser l'étude de faisabilité de la mise en place de la faïtière par un expert expérimenté en la matière à recruter	30 septembre 2013	Resp. DSFR, OPM, Coordonateur, Resp. PPM	
	Travailler sur les outils de suivi et de contrôle des crédits, et en particulier, en amont de l'octroi du crédit, sur les techniques d'analyse de la rentabilité d'une activité	Préoccupation permanente	Responsable composante ASFR, OPM	
	Uniformiser les outils comptables dans les départements et prévoir des rencontres avec les aides-comptables pour l'appropriation desdits outils	Immédiatement	RAF	
	Mettre à jour la comptabilité avant l'audit des comptes : contrôle de la cohérence des comptes et l'enregistrement des pièces de dépenses	15 mai 2013	RAF	
	Etablir les DRF de remboursement sur les financements FIDA et OFID	Immédiatement	RAF	
	Diversifier les contenus des émissions radio (techniques, économiques et sociales) relatives aux capacités des appuis du projet. Relancer les clubs d'écoute	Permanent	UNGP	
<b>Durabilité</b>	Mettre en place des comités villageois d'entretien viables	Permanent	RAF, Responsable infrastructures	
	Veiller à ce que les pistes aménagées soient prises en compte dans les pistes prioritaires à entretenir par les conseils départementaux.	Préoccupation permanente	UCP/Resp. Infrastructures	
	Mettre en place des comités villageois d'entretien viables par l'organisation des concertations internes et l'appui à la structuration des bureaux de ces comités	Préoccupation permanente	RAF, Responsable infrastructures	
	Veiller à ce que les pistes aménagées soient prises en compte dans les pistes prioritaires à entretenir par les conseils départementaux, en appuyant l'installation d'un partenariat (comités d'entretien-conseil départemental) et l'élaboration d'un cahier de charges auquel chaque partie prenante se doit de respecter	Préoccupation permanente	UCP/Responsable Infrastructures	
	Rencontrer JICA et MPD pour partenariat sur activités de synergies communes	Mai 2013	ICO/UNGP	
	Régulariser sur la situation contractuelle de tous les partenaires et revisiter le niveau d'exécution des contrats	Immédiat	Coordonateur/RAF	
<b>Aspects fiduciaires</b>	Recruter un archiviste pour identifier les documents physiques et mettre de l'ordre dans la documentation de PM à Dolisie.	15 mai 2013	Coordonateur, RAF, RPM	
	Diligenter une mission indépendante de contrôle composée de deux Experts en (i) génie civil et (ii) en ponts et chaussées pour déterminer exactement la quantité de travaux restants pour chaque chantier avant la signature des avenants	Immédiatement	Gvt/FIDA	
	Organiser un atelier de formation sur la Passation des Marchés	Juin 2013	UNGP	
	Uniformiser les outils comptables dans les départements et prévoir des rencontres avec les aides-comptables pour l'appropriation desdits outils	Immédiatement	RAF	

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
	Mettre à jour la comptabilité avant l'audit des comptes, tout particulièrement le contrôle de la cohérence des comptes et l'enregistrement des pièces de dépenses venant en justification des fonds avancés au personnel	15 mai 2013	RAF	
	Veiller à la liquidation des dettes fournisseurs en attente depuis novembre 2012 – février 2013	15 mai 2013	RAF, Coordonateur	
	Etablir les DRF de remboursement sur les financements FIDA et OFID	Immédiatement	RAF	
<b>Autres aspects</b>				





## Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante/ Sous-composante ou Objectif spécifique	Indicateur	Unité	Période: 1er janvier 2012 à 31 décembre 2012			Réalisé (cumulatif)	Objectif fixé lors de la pré- évaluation	%
			PTBA	Réalisé	%			
Composante 1 : Accès aux marchés et aux Bassins de production		48% avec 24% de réalisation partielle						
Sous-composante	Etudes techniques de pistes et d'ouvrages de franchissement/assainissement							
	Piste rurales étudiées dans le Kouilou	Km	15	24	160	325	390 (RMP 380)	83 (85 RMP)
	Ouvrages de franchissement	Nombre	8	8	100	319	225 (200 RMP)	141 (160 RMP)
Sous-composante	Exécution et contrôle des travaux de réhabilitation							
	Ouvrages de franchissement construits	Nombre	31	31	100	85	225 (123 RMP)	38 (69 RMP)
	Pistes rurales (Traitement des points critiques)	Km	30	29	97	29	390 (RMP 84)	7,4 (34,5 RMP)
Sous-composante	Renforcement des capacités							
	Formation des ONG/PME en techniques HIMO	Nombre	-	-	-	29	20 (20 RMP)	140
Composante 2 : Appui à la production agricole et à la commercialisation		70% avec 17% de réalisation partielle						
Sous-composante	Production et distribution des boutures saines de manioc							
	GIECs créés	Nombre	0	0	0	405	600 (405 RMP)	67,5 (100 RMP)
	Vitro plants produits au CRAL	Nombre	5 000	0	0	0	44 000 (0 RMP)	0
	Parcs à bois (CRAL et GIEC) Primaire et secondaire	ha	150	85	57	2 689	200 (200 RMP)	1 345
	Boutures saines produites	Nombre	-	-	-	155 150 000	0 (0 RMP)	-
	Boutures saines distribuées	Nombre	10 758 700	5 130 951	48	13 344 584	20 000 000 (20 000 000 RMP)	67
	Variétés de manioc tolérantes/Résistantes	Nombre	-	-	-	10	4 (4 RMP)	250
	Ménages servis en boutures	Nombre	-	-	-	14 758	15 000 (15 000 RMP)	99
	Membres de GIECs	Nombre	-	-	-	5 785	0 (0 RMP)	-
	Femmes membres de GIEC	Nombre	-	-	-	2 488	0 (0 RMP)	-
Sous-composante	Renforcement des capacités							
	Formation agents CRAL par CERAG	Nombre	3	3		5	0 (0 RMP)	-
	Atelier d'échange et de planification avec les DDA	Participation	-	-	-	206	0 (0 RMP)	-
	Formation des leaders des GIECs	Participation	-	-	-	1138	0 (0 RMP)	-
	Ateliers sur l'usage du soja	Nombre	15	15		15	0 (0 RMP)	-
	Formation bénéficiaires en oignon	Session	1	1	100	1	0 (0 RMP)	-
	Appui à la conservation de l'oignon		1	1	100	1	0 (0 RMP)	-
	Achat kit petit matériel aratoire pour oignon	Kit	20	20	100	20	0 (0 RMP)	-
	Petits équipements mis à la disposition des radios locales	Lot	5	5	100	5	0 (0 RMP)	-

Composante/ Sous-composante ou Objectif spécifique	Indicateur	Unité	Période: 1er janvier 2012 à 31 décembre 2012			Réalisé (cumulatif)	Objectif fixé lors de la pré- évaluation	%
			PTBA	Réalisé	%			
	Equipement du laboratoire du CRAL (réhabilitation bâtiment + serres de sevrage + petit matériel)	Lot	1	1	100	3	0 (0 RMP)	
	Organisation atelier de sensibilisation (mise en marché)	Session	1	1	100	1	0 (0 RMP)	-
	Organisation paysanne	Session	1	1	100	7	0 (0 RMP)	-
Sous-composante	<b>Diversification des cultures</b>							
	Soja. Semences produites et distribuées	Tonne	2	5,4	270	5,4	0 (0 RMP)	-
	Arachide. Semences produites et distribuées	Tonne	2	2,3	115	2,3	0 (0 RMP)	-
	Maïs. Semences produites et distribuées	Tonne	2	5,7	285	5,7	0 (0 RMP)	-
	Haricot. Semences produites et distribuées	Tonne	2	2,5	125	2,5	0 (0 RMP)	-
	Suivi technique producteurs oignon	Nombre	1	1	100	2	0 (0 RMP)	-
	Plant de palmiers à huile	Nombre	0	0	0	2 135	80 000 (2135 RMP)	2,7 (100 RMP)
Sous-composante	<b>Appui à la transformation du manioc</b>							
	Moulin à fougou	Nombre	3	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Presse manuelle	Nombre	3	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Unité de gari	Nombre	3	0	0	0	0 (0 RMP)	-
Sous-composante	<b>Vaccinations des petits ruminants</b>							
	Vaccination contre la Peste des petits ruminants	Nombre	25 000	0	0	38 387	0 (0 RMP)	-
Sous-composante	<b>Vulgarisation des plantes amélioratrices des sols : jachères améliorantes</b>							
	Mise en place des essais	Nombre	5	5	100	10	0 (0 RMP)	-
	Mise en place des parcelles de conservation	ha	1	1	100	2	0 (0 RMP)	-
Sous-composante	<b>Appui à la mise en marché</b>							
	Equipements et intrants acquis et distribués	Lot	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Construction des ateliers de transformation du manioc	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Construction hangar de stockage denrées agricoles à Loutété	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	<b>Autres activités</b>							
	Réhabilitation et équipement du bâtiment de stockage des semences au CRAL	Nombre	1	1	100	1	0 (1RMP)	100 (RMP)
	bâtiment de stockage (MAE) de Mayalama (Appui à la mise en marché)	Nombre	1	1	100	1	0 (1RMP)	100 (RMP)
	bâtiment de stockage (MAE) de Loutété (Appui à la mise en marché)	Nombre	1	1	100	1	0 (1RMP)	100 (RMP)

Composante/ Sous-composante ou Objectif spécifique	Indicateur	Unité	Période: 1er janvier 2012 à 31 décembre 2012			Réalisé (cumulatif)	Objectif fixé lors de la pré- évaluation	%
			PTBA	Réalisé	%			
Composante 3 : L'hydraulique rurale		61% avec 22% de réalisation partielle						
	Approvisionnement en eau potable							
	Puits construits avec pompes manuelles	Nombre	20	0	0	41	100 (63 RMP)	41 (65 RMP)
	Sources réaménagées	Nombre	4	0	0	7	50 (11 RMP)	14 (64 RMP)
	Points d'eau analysés	Nombre	40	40	100	40	0 (74 RMP)	54 RMP
	Renforcement des capacités							
	CGPE installés	Nombre	-	-	-	45	200 (74 RMP)	22,5 (61 RMP)
	Formation des membres des CGPE	Nombre	-	-	-	84	0 (224 RMP)	(38 RMP)
	Réseau des artisans réparateurs mis en place	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Artisans réparateurs formés	Session	2	0	0	0	0 (0 RMP)	-
Composante 4 : Développement des services financiers ruraux		70% avec 26% de réalisation partielle						
	CMECs créées	Nombre	0	0	0	20	20 (20 RMP)	100
	Membres des CMECs	Nombre	-	-	-	5 563	0 (0 RMP)	-
	Femmes membres des CMECs	Nombre	-	-	-	1 502	0 (0 RMP)	-
	Crédits accordés	Nombre	-	-	-	3 021	0 (0 RMP)	-
	Création d'un point focal à Mossendjo	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Construction des bâtiments des sièges des caisses	Nombre	11	11	100	20	20 (20 RMP)	100
	Acquisition des équipements de bureau des caisses	Lot	2	2	100	20	20 (20 RMP)	100
	Création d'un organe faitier	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	Renforcement des capacités							
	Formations des élus, dirigeants des caisses et échanges d'expérience entre caisse	Session	4	4	100	11	0 (0 RMP)	-
	Assistance technique internationale							
	Consultant recruté et opérationnel	Nombre	1	0	0	0	0 (0 RMP)	-
	CMEC appuyées	Nombre	10	0	0	0	0 (0 RMP)	-
Composante 5 : Coordination et gestion du projet		84% avec 34% de réalisation partielle						
	Elaboration du PTBA 2013 et tenue du Comité de Pilotage	Nombre	1	1	100	1	1	100
	Réalisation de l'audit des comptes du Projet, exercice 2011	Nombre	1	0	0	5	7 (7 RMP)	71
	Rapports d'activités (semestriels et annuels)	Nombre	3	2	67	6	7 (7 RMP)	86
	Renforcement des capacités							
	Appui institutionnel au MAE (électrification et équipement des bureaux)	Nombre	1	1	100	1	0 (0 RMP)	-

## Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

**Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement**

Source de financement	Pré-évaluation (USD '000)	Décaissements (USD '000)	Pourcentage de décaissement
Prêt FIDA	8481	8008	94%
Don FIDA	0	0	0%
Cofinancier (Prêt OFID)	7500	2831	38%
Gouvernement	5648	4822	85%
<b>Total</b>	<b>21.630</b>	<b>15.662</b>	<b>72%</b>

**NB : le taux de décaissement en DTS du Prêt FIDA est de 87% au 08/04/2013**

**Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)**

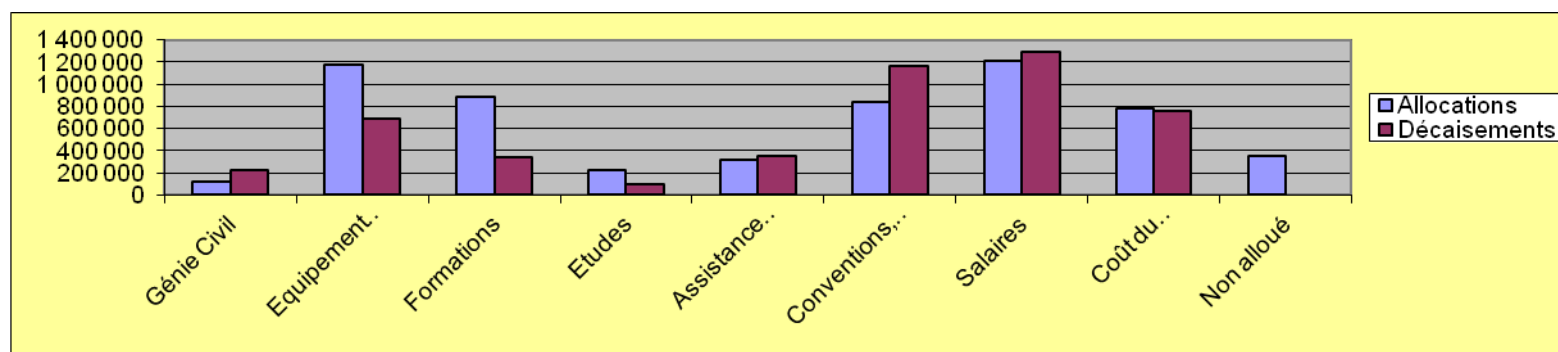
Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Cofinancier (OPEP)			Gouvernement			Local 1			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%	Pré-évaluation	Réalisé	%
Composante 1	14,8	29	196%				6 116,74	2433	40%	1 361,08	458	34%				7 493	2919	39%
Composante 2	2 832,25	2568	91%				263		0%	1 646,77	220	13%				4 742	2788	59%
Composante 3	4,04	10	248%				1 033,51	427	41%	74,36	59	79%				1 112	496	45%
Composante 4	1 402,25	860	61%				0		#DIV/0!	130	291	224%				1 532	1151	75%
Composante 5	4 227,93	4444	105%				86,76		0%	2 436,71	1302	53%				6 751	5747	85%
<b>Total</b>	<b>8 481</b>	<b>7 912</b>	<b>93%</b>				<b>7 500</b>	<b>2860</b>	<b>38%</b>	<b>5 649</b>	<b>2 329</b>	<b>41%</b>				<b>21 630</b>	<b>13101</b>	<b>61%</b>

**NB: 1 USD= 487 FCFA pour le Financement FIDA**  
**1USD = 500 FCFA pour les financements OFID et Gouvernement**

**Tableau 1C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 08/04/2013)**

Catégories	Description	Allocations	Décaissements	En attente		En attente cumulé	Total	Solde	%tage
				DRF N°45 Dépassement catégoriel non payé	DRF n°47 en attente				
		en DTS	Cumulatifs en DTS			En DTS	En DTS	en DTS	Décais.
	Avance de démarrage	0	<b>445 132,91</b>				<b>445 132,91</b>	- 445 132,91	
<b>1</b>	Génie Civil	120 000	169 383,92	12 506,07	44 257,82	56 763,89	226 147,81	- 106 147,81	188,46%
<b>2</b>	Equipement et Véhicules	1 180 000	682 942,48		5 694,69	5 694,69	688 637,17	491 362,83	58,36%
<b>3.a.</b>	Formations	880 000	319 161,05		17 288,50	17 288,50	336 449,55	543 550,45	38,23%
<b>3.b.</b>	Etudes	220 000	97 495,79		-	-	97 495,79	122 504,21	44,32%
<b>4</b>	Assistance Technique	320 000	339 204,36		15 226,34	15 226,34	354 430,70	- 34 430,70	110,76%
<b>5</b>	Conventions, Contrats d'exécution	840 000	1 076 039,30		84 010,53	84 010,53	1 160 049,83	- 320 049,83	138,10%
<b>6.a.</b>	Salaires	1 210 000	1 295 981,22			-	1 295 981,22	- 85 981,22	107,11%
<b>6.b.</b>	Coût du Fonctionnement	780 000	763 004,36			-	763 004,36	16 995,64	97,82%
	Non alloué	350 000	0,00			-	-	350 000,00	0,00%
<b>TOTAUX</b>		<b>5 900 000</b>	<b>5 188 345,39</b>	<b>12 506,07</b>	<b>166 477,88</b>	<b>178 983,95</b>	<b>5 367 329,34</b>	<b>532 670,66</b>	<b>90,97%</b>

**Illustration 1: Décaissements sur le prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations originales et amendées et taux effectif de décaissement**





## Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition de l'Accord	Date butoir de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
<b>Section 4.02</b>	L'UCP doit ouvrir et maintenir un compte de projet (dans ...); le Gouvernement doit verser un dépôt initial équivalent à 400.000 USD	Inscription des besoins du programme au PIP annuel	Des inscriptions annuelles sont faites et avec dernière mobilisation en novembre 2012.	Le compte de contrepartie est créditeur de 432 M FCFA au 12/04/2013.
<b>Section 4.02</b>	Le Gouvernement doit reconstituer le compte de projet avant le début de chaque trimestre	Inscription par tranche annuelle	Le montant inscrit en 2012 été mobilisés au en novembre 2012	Les mobilisations de contrepartie sont régulières. La 1 <sup>ère</sup> (nov. 2006) était de 170 Millions FCFA et de déc. 2008 à nov. 2012 elles ont été de 400. Il est attendu la tranche de 2013.
<b>Section 4.03</b>	L'acquisition de biens, travaux et services est faite en conformité avec les procédures telles que détaillées dans l'Appendice 3	Préoccupation permanente	Les avis de non objection du FIDA ont toujours été requis ;	Il faut relever la qualité de la PM et en vérifiant mieux la qualité des soumissionnaires et leur garantie financière, pour éviter les retards dans la livraison. Mettre de la transparence sur les signataires des rapports d'adjudication provisoire la commission d'évaluation et/ou la sous-commission technique en charge de l'évaluation technique.
<b>Section 4.04</b>	L'assurance pour les véhicules, les équipements et les travaux de génie civil financée à partir des fonds du prêt doit être conforme à une pratique commerciale saine	Préoccupation permanente	les véhicules ont été assurés auprès d'une compagnie d'assurance agréée.	Les primes d'assurance sont annuelles et seront renouvelées chaque année
<b>Section 4.05, section 11.10(b)</b>	Le rapport d'audit est soumis au FIDA.	15 mai 2013	Les résultats de l'audit des comptes 2012 sont attendus pour fin juin 2013	le CFS a transmis ses observations sur les TDR de l'auditeur CANAL AUDIT est en cours de non-objection sur la version corrigée. Un spécialiste en PM doit faire partie de l'équipe de l'auditeur
<b>Section 4.06</b>	Les rapports d'avancement sont soumis au FIDA sur base trimestrielle	Préoccupation permanente	Le dernier rapport semestriel et annuel 2012 d'activités 2012 ont été produits	Des efforts sont faits en la matière. Cependant la production des rapports doit être un reflexe au niveau de l'UCP
<b>Schedule 4, para 7</b>	Le PTBA doit être soumis au Fonds, pour revue et commentaires	Préoccupation permanente	Le PTBA 2013 est élaboré et l'ANO obtenu	La contribution du FIDA ayant été surévaluée par rapport au LGS, la DNO du réaménagement réalisé sur ce PTBA 2013 est attendue par le FIDA.
<b>Schedule 4, para 8(a)</b>	Une revue à mi-parcours (RMP) doit être menée conjointement par l'Emprunteur et le FIDA.	Inopportun	Déjà réalisé en juillet 2011.	Pour cette phase d'achèvement, il sera engagé des études socioéconomiques et anthropométriques pour évaluer les impacts du projet.
<b>Schedule 4,</b>	Le Projet doit être exonéré de toutes taxes sur l'importation,			

Section	Disposition de l'Accord	Date butoir de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
<b>para 16</b>	accises et TVA sur les dépenses d'investissement			

**Annexe 1: Dettes Fournisseurs du PRODER SUD**

Libellés		Montants
<b>Véhicules UCP</b>		
770	Réparation Véhicule IT 770 E 9	140 000
	Roulement, joint spire, graisse, huile90	113 000
	Lock,	70 000
	moyeu, joints spirt, huile 90, graisse	273 000
	Réparation Véhicule IT 770 E 9	120 500
<b>Total 1</b>		<b>716 500</b>
439	Batterie+patin avant et arrière	80 000
	Croix, huile, colle, joint, graisse	142 000
	Amortisseur, patint, joint, jeux, colle	91 000
	vidange	35 000
	huile, cole, patin, joint, croision	131 000
<b>Total 2</b>		<b>479 000</b>
769	Segment, pochette, croix, filtre à huile, huile, colle, patin	300 000
<b>Total 3</b>		<b>300 000</b>
720	Croision(2), relait(2)	98 000
	Roulement, rotule, amortisseur	194 000
<b>Total 4</b>		<b>292 000</b>
440	Vidange	50 000
<b>Total 4</b>		<b>50 000</b>
771	Achat Batterie	50 000



Libellés		Montants
	Réparation Véh(tête hydraulique)	70 000
	Achat sylimblocs, huile et joint	84 000
<b>Total 5</b>		<b>204 000</b>

**TOTAL (I)** **2 041 500**

Autres paiements		
Garage GRSA	Réparation 439	130 000
	Réparation770	60 000
Garage DIDHO	Réparation 769	30 000

**TOTAL (II)** **220 000**

<b>GRAND TOTAL</b>	<b>2 261 500</b>
--------------------	------------------

## **Annexe 2: Situation du Matériel Roulant du PRODER SUD**

SITUATION DES VEHICULES DU PRODER SUD					
N° D'ordre	Type de Véhicule	Immatriculation	Affectation	Véhicules sous la Responsabilité de l'UCP	ETAT / Situation
1	HILUX - Pick Up	630 E9 IT	Ferme semencière de Mayoumina	Non	Véhicule abandonné sous câle
2	HILUX - Pick Up	631 E9 IT	Facilitation Lékoumou	Oui	Véhicule retourné au Siège, panne
3	PRADO	IT 438 FN 4	Bureau de liaison	Oui	Véhicule garé au MAE
4	PRADO	IT 439 FN 4	UCP - Véh de liaison	Oui	En panne, pb de moteur
5	PRADO	IT 440 FN 4	UCP - Véh du RAF	Oui	En état de rouler mais à entretenir
6	PRADO	IT 441 FN 4	UCP - Véh du Coordo	Oui	En panne, pb de moteur
7	Hard Top (BJ)	768 E9 IT	UCP - Véh du RPSE	Oui	En état de rouler mais à entretenir
8	Hard Top (BJ)	769 E9 IT	UCP - Véh du RAMBP	Oui	En panne, partiellement désossé
9	Hard Top (BJ)	770 E9 IT	UCP - Véh du RAPC	Oui	En état de rouler mais à entretenir
10	Hard Top (BJ)	771 E9 IT	UCP - Véh du RDSFR	Oui	En état de rouler mais à entretenir
11	HILUX - Pick Up	IT 720 GA 4	Facilitation Niari / OPM	Oui	En état de rouler mais à entretenir
12	HILUX - Pick Up	IT 721 GA 4	Facilitation Kouilou	Oui	Véhicule retourné au Siège, panne
13	HILUX - Pick Up	IT 725 GA 4	Facilitation Bouenza	Oui	Véhicule retourné au Siège, panne

**Annexe 3 : EXECUTION FINANCIERE PRODER PAR COMPOSANTE/CATEGORIE SUR LE PRET FIDA**

Cat	TOTAL 000 FCFA	DESENCLAVEMENT DES BASSINS DE PRODUCTION		APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE		HYDRAULIQUE RURALE		DEVELOPPEMENT DES SERVICES FINANCIERS RURAUX		UNITE DE COORDINATION ET GESTION DU PROJET		TOTAL USD
		000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	000 FCFA	Taux par rapport au total décaissé pour la composante	
Génie Civil	1.	169 078	0	85 220		0		66 623		17 235		345 526,22
Matériel & équipement	2.	505 537	0	207 834		0		33 684		264 019		1 069 533,10
Formations	3.a	271 150	6 254	128 235		1 445		23 266		111 952		555 534,58
Etudes	3.b	81 604	0	29 762		0		11 137		40 704		149 048,57
Assistance technique	4.	292 968	5 893	81 291		1 489		45 744		158 551		570 184,58
Convention et Contrats d'exécution	5.	959 828	1 953	717 272		2 137		238 466		0		1 962 198,88
Salaires et primes	6.a	985 741	0	0		0		0		985 741		2 032 710,20
Coût du fonctionnement	6.b	587 298	0	1 213		0		0		586 085		1 233 078,82
<b>TOTAL</b>	<b>3 853 203</b>	<b>14 099</b>	<b>0,37%</b>	<b>1 250 828</b>	<b>32,46%</b>	<b>5 071</b>	<b>0,13%</b>	<b>418 919</b>	<b>10,87%</b>	<b>2 164 285</b>	<b>56,17%</b>	<b>7 917 814,96</b>

NB : le montant en USD correspond à l'équivalent des décaissements effectués sur le LGS FIDA . Les dépenses qui n'ont pas été enregistrées dans la comptabilité du FIDA ont été estimées sur la base de 1USD=494,44 FCFA

**Annexe 4 : EXECUTION FINANCIERE PRODER PAR COMPOSANTE/CATEGORIE SUR LE PRET OFID**

	Cat	TOTAL FCFA	DESENCLAVEMENT DES BASSINS DE PRODUCTION	APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE	HYDRAULIQUE RURALE	DEVELOPPEMENT DES SERVICES FINANCIERS RURAUX	UNITE DE COORDINATION ET GESTION DU PROJET
			FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
Accès Aux Marchés et Aux Bassins de Production	(a)	1 216 332 460	1 216 332 460				
Appui à la production agricole, élevage et poissons et commercialisation	(b)	0					
Accès à l'eau potable	(c)	213 488 775			213 488 775		
<b>TOTAL</b>		<b>1 429 821 235</b>	<b>1 216 332 460</b>	<b>0</b>	<b>213 488 775</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Annexe 5: EXECUTION FINANCIERE PRODER PAR COMPOSANTE/CATEGORIE SUR LES RESSOURCES DU GOUVERNEMENT**

			DESENCLAVEMENT DES BASSINS DE PRODUCTION	APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE	HYDRAULIQUE RURALE	DEVELOPPEMENT DES SERVICES FINANCIERS RURAUX	UNITE DE COORDINATION ET GESTION DU PROJET
	Cat	TOTAL FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA	FCFA
Génie Civil	1.	344 504 771	224 740 623	60 000	22 282 104	55 027 438	42 394 606
Matériel & équipement	2.	37 137 061	0	12 636 000	0	0	24 501 061
Formations	3.a	14 018 503	0	1 957 220	5 665 000	2 358 400	4 037 883
Etudes	3.b	0	0	0	0	0	0
Assistance technique	4.	18 462 202	713 503	698 640	850 275	548 200	15 651 584
Convention et Contrats d'exécution	5.	189 355 949	3 390 624	94 629 344	601 875	87 385 776	3 348 330
Salaires et primes	6.a	112 607 919	0	0	0	0	112 607 919
Coût du fonctionnement	6.b	448 663 279	0	0	0	0	448 663 279
<b>TOTAL</b>		<b>1 164 749 684</b>	<b>228 844 750</b>	<b>109 981 204</b>	<b>29 399 254</b>	<b>145 319 814</b>	<b>651 204 662</b>

**Annexe 6: SITUATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS SUR LE FINANCEMENT FIDA**

CATEGORIE	ALLOUE		DEBOURSE (cf Status Of Fund du FIDA) DECAISSEMENTS au 08 Avril 2013		AVANCES A JUSTIFIER PAR TIERS (Partenaires+ ONG + Service Technique)		RELIQUAT SUR CONTRAT EN COURS		DRFs & RELIQUAT DE DRFs EN ATTENTE DE PAIEMENT ( Reliquat/DRF 045 ; DRF 047 )		FIDA DRF à Etablir		FIDA DRF DE REMBOURSEMENT		TOTAL ENGAGEMENTS AU 08/04/2013	
	DTS	CFA	DTS	CFA	DTS	CFA	DTS	CFA	DTS	CFA			DTS	CFA	DTS	CFA
GENIE CIVIL	120 000	93 875 878	169 384	127 242 712	0		10 027	7 490 371	56 764	42 402 626	0	0	0	0	236 175	177 135 709
EQUIPEMENTS, MATERIEL & VEHICULES	1 180 000	923 112 800	682 942	501 339 642	0		10 074	7 525 515	5 695	4 253 933	0	0	0	0	698 711	513 119 090
FORMATIONS	880 000	688 423 105	319 161	239 729 500	0		0		17 289	12 914 510	25 345	18 932 700	0	0	361 795	252 644 009
ETUDES	220 000	172 105 776	97 496	81 603 557	0		0		0	0	0	0	0	0	97 496	81 603 557
ASSISTANCE TECHNIQUE	320 000	250 335 675	339 204	271 736 739	0		3 952	2 951 806	15 226	11 374 076	2 141	1 599 066	28 899	21 587 822	389 422	307 650 443
CONVENTIONS & CONTRATS D'EXECUTION	840 000	657 131 146	1 076 039	808 190 001	7 266	5 427 750	1 499	1 120 000	84 011	62 755 866	11 911	8 897 293	101 848	76 080 097	1 282 573	953 573 715
SALAIRES	1 210 000	946 581 769	1 295 981	970 908 502	0		0		0	0	0	0	20 125	15 033 726	1 316 107	985 942 228
COUT DE FONCTIONNEMENT	780 000	610 193 207	763 004	562 873 723	0		0		0	0	14 611	10 914 432	1 687	1 260 309	779 303	564 134 031
NON ALLOUE	350 000	273 804 644													0	0
<b>TOTAUX</b>	<b>5 900 000</b>	<b>4 615 564 000</b>	<b>4 743 212</b>	<b>3 563 624 376</b>	<b>7 266</b>	<b>5 427 750</b>	<b>25 552</b>	<b>19 087 692</b>	<b>178 984</b>	<b>133 701 011</b>	<b>54 007</b>	<b>40 343 490</b>	<b>152 560</b>	<b>113 961 954</b>	<b>5 161 582</b>	<b>3 835 802 783</b>

**Annexe 7: SITUATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS SUR LE FINANCEMENT OFID**

CATEGORIE (COMPOSANTE)	% Fin		ALLOUE		DEBOURSE () DECAISSEMENTS au 08 Avril 2013		ENGAGEMENTS AVEC FOURNISSEURS & TIERS		OPEP Dépenses à Régler		TOTAL ENGAGEMENTS au 08/04/2013	
	Fx	Lx	USD	CFA	USD	CFA	USD	CFA	USD	CFA	USD	CFA
<b>MONTANT AUTORISE - COMPTE SPECIAL</b>			0,00	0								
<b>Accès Aux Marchés et Aux Bassins de Production</b>	<b>100</b>	<b>89,1</b>	6 540 000,00	3 590 460 000	1 617 722,78	801 151 772	1 119 699,40	553 965 619	828 234,99	409 765 076	3 565 657,18	1 764 882 468
<b>Appui à la production agricole, élevage et poissons et commercialisation</b>	<b>100</b>	<b>1,6</b>	80 000,00	43 920 000			0,00		0,00		0,00	0
<b>Accès à l'eau potable</b>	<b>100</b>	<b>80,0</b>	880 000,00	483 120 000	417 683,54	210 138 595	0,00		6 771,53	3 350 180	424 455,07	213 488 775
<b>TOTAUX</b>			<b>7 500 000,00</b>	<b>4 117 500 000</b>	<b>2 035 406,32</b>	<b>1 011 290 367</b>	<b>1 119 699,40</b>	<b>553 965 619</b>	<b>835 006,52</b>	<b>413 115 256</b>	<b>3 990 112,25</b>	<b>1 978 371 242</b>

## **Annexe 8: SITUATION DES ENGAGEMENTS FINANCIERS SUR LE FINANCEMENT GOUVERNEMENT**

<b>Fonds Reçus de l'ETAT</b>	
Année 1 (Novembre 2006)	170 000 000
Année 2 (Décembre 2008)	400 000 000
Année 3 (Mai 2010)	400 000 000
Année 4 (Avril 2011)	400 000 000
Année 5 (Octobre 2011)	400 000 000
Année 6 (Novembre 2012)	400 000 000
<b>Sous-total (1)</b>	<b>2 170 000 000</b>
<b>Réalisations Financières</b>	
GENIE CIVIL	344 504 771
EQUIPEMENTS, MATERIEL & VEHICULES	37 137 061
FORMATIONS	14 018 503
ETUDES	0
ASSISTANCE TECHNIQUE	18 462 202
CONVENTIONS & CONTRATS D'EXECUTION	189 355 949
SALAIRES	112 607 919
COUT DE FONCTIONNEMENT	448 663 279
<b>Sous-total (2)</b>	<b>1 164 749 684</b>
<b>Engagements avec fournisseurs &amp; tiers</b>	
GENIE CIVIL	111 302 003
EQUIPEMENTS, MATERIEL & VEHICULES	
FORMATIONS	
ETUDES	
ASSISTANCE TECHNIQUE	
CONVENTIONS & CONTRATS D'EXECUTION	
SALAIRES	22 000 000
COUT DE FONCTIONNEMENT	16 000 000
<b>Sous-total (3)</b>	<b>149 302 003</b>
<b>Ressources dispo pour des engagements au 10/04/2013 (1) - (2) - (3)</b>	<b>855 948 313</b>

**Nota Béné** : des préfinancements ont été effectués pour des activités :

FIDA	113 961 954
Préf FIDA à réintégrer à GVT	0
OPEP	413 115 256
Préf OPEP à réintégrer à GVT	0
<b>Total de préfinancements</b>	<b>527 077 210</b>

<b>Trésorerie disponible au 12/04/2013</b>	<b>431 690 665</b>
--	--------------------



### **Annexe 9: RECONSTITUTION DU COMPTE DESIGNE FIDA**

NUMERO DU COMPTE SPECIAL : 371 07 01 97 41 / 38 AUPRES DE LA BANQUE : BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE

1.	MONTANT AVANCE PAR LE FIDA		EURO	500 000,00
2.	MOINS MONTANT INITIAL RECOUVRE PAR LE FIDA		- EURO	0,00
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE			
	COMPTE SPECIAL (1-3)		EURO	500 000,00
4.	SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA BANQUES COMMERCIALE INTERNATIONALE	08-avr-13	EURO	0,00
	EN DATE DU			
	SELON RELEVÉ CI-JOINT			
5.	PLUS SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS A LA DATE DU	08-avr-13	EURO	214 745,52
	PLUS ARGENT EN MAIN ( CASH ) A LA DATE DU	08-avr-13	EURO	4,23
		<b>Soust-total de 5.</b>		<b>214 749,75</b>
	TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES			
	DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN ( 4+5 )		<b>= EURO</b>	<b>214 749,75</b>
6.	PLUS MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA			
	DEMANDE JOINTE SOUS LE NUMERO	<b>047</b>	<b>+ EURO</b>	
7.	PLUS MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL ET COMPTE DES OPERATIONS			
	MAIS N'AYANT			
	PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDES			
	RAISON : Montant admissible pour le quel la DRF n'a été préparée		+ EURO	60 679,92
8.	PLUS MONTANT DES DEPENSES DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE			
	CREDITE			
	A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ			
	BANCAIRE			

<u>DRF N°</u>	<u>DATE</u>	<u>MONTANT</u>	
047	31/12/2012	187 046,09	
TOTAL DES DEPENSES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITEES			+ EURO 187 046,09
9. MOINS INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTES			- EURO 0,00
10. EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE ( n°4. à 9. )			+ EURO 462 475,76
11. EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS			
Préfinancement activités GVT		20 365,07	
Dépenses non encore passées en banque (présent/relevé bancaire)		-1 387,31	
Ecart/compte du fait de la BCI		855,77	
Avances aux tiers		8 274,55	
Transfert de fonds /activités PADEF		9 416,15	
TOTAL DE L'ECART			+ EURO 37 524,24

**Annexe 10: RECONSTITUTION DU COMPTE DESIGNE OFID**

1.	MONTANT AVANCE PAR L'OFID		USD	796 092,93
2.	MOINS MONTANT INITIAL RECOUVRE PAR L'OFID		- USD	0,00
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE			
	COMPTE SPECIAL (1-3)		USD	796 092,93
4.	SOLDE DU COMPTE SPECIAL A LA BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE EN DATE DU	10-avr-13	USD	0,00
	SELON RELEVÉ CI-JOINT			
5.	PLUS SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS A LA DATE DU	10-avr-13	USD	836 726,54
	PLUS ARGENT EN MAIN ( CASH ) A LA DATE DU	10-avr-13	USD	0,00
		Soust-total de 5.		836 726,54
	TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES			
	DES OPERATIONS ET ARGENT EN MAIN ( 4+5 )		= USD	836 726,54
6.	PLUS MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES DANS LA			
	DEMANDE JOINTE SOUS LE NUMERO <b>XXX</b>		+ USD	
7.	PLUS MONTANT PAYE DU COMPTE SPECIAL ET COMPTE DES OPERATIONS MAIS N'AYANT			
	PAS ENCORE ÉTÉ			
	DEMANDES			
	RAISON : Montant admissible pour le quel la DRF n'a été préparée		+ USD	
8.	PLUS MONTANT DES DEPENSES DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITE			
	A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE			
	<u>DRF N°</u>	<u>DATE</u>	<u>MONTANT</u>	
				0,00

TOTAL DES DEPENSES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITEES		+ USD	0,00
9.	MOINS INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTES	- USD	0,00
10.	EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE ( n°4. à 9. )	<b>+ USD</b>	<b>836 726,54</b>
11.	EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDIQUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS		
	Préfinancement pour le compte de la contrepartie	18 317,80	
	Dépenses non encore passées/compte (voir relevé)	0,00	
	Différences de règlement	-58 951,42	
	TOTAL DE L'ECART	<b>+ USD</b>	<b>-40 633,61</b>

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### 1. Visibilité/communication

La communication autour des activités du PRODER Sud est insuffisante. A quelques mois de son achèvement, les résultats très encourageants enregistrés dans le domaine de la production agricole ne sont pas connus ainsi que ceux obtenus en matière de facilitation de l'accès aux bassins de production et aux marchés grâce à la synergie développée avec le PDARP. La mission recommande au projet de faire des efforts pour améliorer la visibilité du projet. Deux activités importantes de visibilité du dialogue sur les politiques ont été réalisées avec l'appui du FIDA en faveur du Ministère de la Pêche et de l'aquaculture sur « les directives volontaires de la FAO sur la pêche artisanale », et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage sur la « diffusion des boutures de manioc »

---

### 2. L'ATELIER NATIONAL CONSULTATIF SUR LES PECHES ARTISANALES DU CONGO : Contribution à l'élaboration des Directives Mondiales de la FAO pour garantir des pêches artisanales durables.

Du 10 au 11 décembre 2013, s'est tenu à Brazzaville, un atelier national consultatif sur les pêches artisanales au Congo sur le thème « Contribution à l'élaboration des Directives Mondiales de la FAO pour garantir des pêches artisanales durables ». Organisé par le **Ministère de la pêche et de l'aquaculture avec l'appui technique et financier du FIDA**. Cet atelier a pour objectif de contribuer à la mise sur pied des directives internationales pour garantir des pêches artisanales durables.

En effet, l'atelier national consultatif sur les pêches artisanales du Congo trouve son fondement dans La reconnaissance de l'importance de la pêche artisanale dans la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire par la conférence mondiale sur la pêche artisanale organisée par la FAO et le gouvernement royal de la Thaïlande à Bangkok en octobre 2008 sur le thème « pour une pêche artisanale durable: associer la pêche responsable au développement social » et dans Les recommandations des 28<sup>ème</sup> et 29<sup>ème</sup> sessions du Comité de la pêche (COFI) de la FAO, tenues en 2009 et en 2011 à Rome, ainsi que dans celles des conférences régionales et nationales pour la mise sur pied des Directives internationales pour garantir des pêche artisanales durables aussi appelées Directives PAD.

La consultation étant participative, une auto-sélection des représentants des acteurs des communautés des pêcheurs artisans, capables de contribuer efficacement et pleinement à l'expression d'opinions et des positions qu'elles souhaiteraient retrouver dans les Directives de la FAO, a été réalisée dans les départements de la Likouala, des Plateaux, de Pointe- Noire, de Brazzaville, de la Sangha, de la Cuvette et de Niari. Cette représentativité nationale était constituée des différents délégués de toutes les couches de la pêche artisanale. On y a trouvé les représentants groupements des producteurs (pêcheurs et aquaculteurs), des commerçants, des transporteurs, du Gouvernement et du secteur privé.

L'objectif de cet atelier est de permettre aux participants d'apporter leurs contributions à l'élaboration des Directives internationales de la FAO pour garantir des pêches artisanales durables. Ce qui leur a permis de :

- 1) Identifier les problèmes pertinents des communautés de pêcheurs artisans en matière de scolarisation, de santé, de structurations et des services sociaux pour les futures Directives de la FAO;
- 2) Identifier les facteurs internes et externes à la pêche artisanale qui menacent la vie et les conditions des communautés des pêches continentale et maritime;
- 3) Rendre visible le rôle des pêches artisanales dans la réduction de la pauvreté, et de la sécurité alimentaire ainsi que dans l'utilisation responsables des ressources halieutiques ;
- 4) Formuler les recommandations capables d'influencer les Directives PAD de la FAO.

Les travaux en atelier a évoqué (i) les principales caractéristiques de la filière de la pêche artisanale du Congo, de la capture à la commercialisation (en milieu continental et maritime), (ii) les principaux

problèmes liés à l'activité de pêche artisanale (difficultés de logement, catastrophe naturelle, concurrence déloyale avec les armateurs, ...) et (iii) les leçons des bonnes pratiques apprises dans la filière. Celles-ci peuvent servir de support dans la pérennisation de la filière pêche artisanale, particulièrement pour les générations futures. En effet, il a été précisé que :

- La pêche artisanale occupe bien une place dans la législation congolaise bien qu'il faut recommander le suivi sur les textes d'application.
- Les programmes de développement existent et sont en cours.
- Les droits humains sont respectés, mais parfois bafoué cas de Base Agip (déguerpissement forcé) ;
- Généralement les femmes interviennent dans la post capture mais dans certaines localités elles sont présentes dans toutes les filières ;
- La grande implication des femmes dans des activités post captures (soit 90% environ) tant au niveau maritime et qu'au niveau continental ;
- Le respect de la parité Femme-Homme dans la séparation de travail. Il est constaté le grande implication des femmes et hommes dans les activités de pêche et post- capture dans les zones continentales artisanales (soit 70% hommes et 30% femmes) ;

A l'issue des travaux en groupes et des débats en plénière **50 recommandations** ont été formulées au Gouvernement Congolais assorties de la **Déclaration de Brazzaville** comme contribution les artisans-pêcheurs congolais à l'élaboration des directives internationales pour garantir des pêches durables (Directives PAD).

La remise officielle des documents de l'atelier à la FAO a été organisée par le Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture avec l'appui du FIDA le 30 avril 2013. Par la suite une délégation composée de l'Attaché à la pêche de Madame le Conseiller à l'Agriculture, Elevage et Pêche du Président de la République ; du Conseiller à la Pêche et du Directeur Générale de la Pêche continentale du Ministère de la Pêche et l'Aquaculture ont fait le déplacement de Rome pour la remise officielle de la Déclaration des artisans pêcheurs au siège de la FAO

---

## **La stratégie de la lutte intégrée contre la mosaïque africaine du manioc pour l'amélioration de la sécurisation des productivités et de la production du manioc**

### **Relèvement de la production du manioc. Mode d'emploi**

Le manioc est une spéculatation qui constitue la base de l'alimentation des congolais et la principale source de revenus dans le milieu rural. Cependant il a été sérieusement touché par la mosaïque africaine du Manioc (MAM) qui a réduit à des niveaux drastiques les productivités au point où le manioc est devenu un produit très spéculatif.

La mosaïque africaine du manioc est une pathologie grave qui a affecté près de 95% des superficies cultivées dans les zones d'intervention des PRODER, avec pour corollaire, une diminution drastique de la production de 80%, une fragilisation des revenus des producteurs, une flambée des prix des denrées à base de manioc, et une précarisation de la sécurité alimentaire au niveau des ménages ruraux. Il est largement connu que la propagation de la maladie a résulté en grande partie de l'utilisation des boutures de manioc prélevées dans les champs infestés

Fort de constat, et afin de lever les principales contraintes du développement de ce secteur que sont la mosaïque du manioc, le manque d'opportunités de vente, l'absence d'infrastructures routières, de stockage et de transformation, l'absence de semences de qualité, et de petits équipements agricoles, le gouvernement du Congo en partenariat avec le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), a initié en 2004, 2006 et 2009 respectivement, les Projets de Développement Rural (PRODER) et bientôt depuis 2012 le programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADEF). C'est ainsi qu'un accès particulier a été mis sur la lutte contre cette pandémie aux fins de relever le niveau de production du manioc. Dans cette optique le FIDA a encouragé les projets à adopter deux stratégies.

- i. La première est une situation « **d'urgence** » centrée sur la **multiplication et la diffusion** des boutures saines à partir de l'introduction des clones élités e l'IITA

Cette 1ère piste a été conduite en partenariat avec l'Institut International d'Agriculture Tropicale d'Ibadan (IITA) ont introduit 28 clones élités de manioc dont 7 clones ont été retenus pour diffusion à travers le pays avec l'implication des Directions Départementales de l'Agriculture (DDA), des Chefs de Secteur Agricole (CSA) du CERAG et du CRAL. Ces clones produisent en moyenne entre 20 et 3 tonnes de manioc à l'ha (alors les cultivars attaqués ont vu chuté les rendements à moins de 5 tonnes à l'ha). Plus de 700 groupements de producteurs (GIEC) ont été impliqués et près de 2 600 ha de parcs à bois de multiplication, constitués de 1 300 ha de parcs à bois au niveau des GIECs et 200 ha au niveau des Champs d'Appui (CA) et 1 100 ha ouverts par les ménages. Ce qui a eu pour effet de permettre un auto-approvisionnement sans précédent les villages bénéficiaires. La production totale des boutures saines est estimée à plus de 150 millions mais seulement 8% sont distribuées. Le surplus est naturellement incinéré. Cette capacité de production des boutures permettrait de couvrir plus de 15.000 ha et relèverait la production nationale à plus de 20%, si les itinéraires techniques sont respectés.

En dépit de cela, actuellement la mosaïque est actuellement sous contrôle dans certaines localités du pays où les Proders disposent des parcs à bois.

- ii. Le deuxième est le « **renforcement** » ou « **amélioration** » des dispositifs de sanitation des cultivars locaux à haut rendement qui ont été attaqués par la MAM.

De ce fait, il s'agit du développement de la piste **biotechnologique** par l'assainissement des cultivars locaux et des clones élités tolérants la mosaïque.



Le laboratoire de culture de vitro plants réhabilité par le projet



Des vitro plants en transit pour le sevrage

Le projet a financé la réhabilitation et l'équipement du CRAL et du CERAG pour la production au laboratoire des vitro plants. Une étape qui par du laboratoire de culture des vitroplants (voir photo ci-contre) pour se terminer dans les serres d'acclimatations et de durcissement. En bout de chaîne le laboratoire livre des micro boutures au projet qui démarreront un processus de multiplication successives.

#### **L'élaboration de la stratégie de diffusion des boutures saines.**

Il est important de reconnaître que la MAM n'est pas totalement combattue. Elle reste encore prononcée dans certaines localités du pays, particulièrement dans la Cuvette, la Cuvette Ouest, les Plateaux et surtout dans certaines zones d'accès. Ce qui veut dire que si aucun effort n'est fait, même les zones actuellement épargnées seront rapidement atteints du fait de la mobilité des acteurs. La faiblesse constatée dans la diffusion des boutures saines de manioc (8%) en est la cause. Et cela a inquiété le Bureau du FIDA au point où, au titre de sa contribution au dialogue sur les stratégies et politiques, il a mobilisé et contractualisé l'assistance technique de l'Institut International de l'Agriculture Tropicale (IITA) pour accompagner techniquement et financièrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage dans le processus de diffusion des boutures. A cette fin un atelier participatif est organisé.

Ainsi cet atelier national convié par le Ministère et regroupant l'ensemble des directeurs départementaux et chefs de services production végétale ou statistique, est organisé pour d'une part sensibiliser les services déconcentrés sur la problématique, et d'autre part discuter et valider la

proposition de stratégie élaborée, à laquelle émergerait un plan d'action opérationnelle. Les structures de recherche, les centres nationaux de semences, les projets intervenant dans l'agriculture et particulièrement dans le manioc, les partenaires techniques, donateurs finançant des projets manioc, ainsi les bénéficiaires des différents devront participer activement afin qu'une solution efficace puisse y être trouvée, et définir de façon participative, une stratégie de diffusion afin d'améliorer l'accessibilité des boutures saines de manioc sur toute l'étendue du territoire national. Un acte administratif soit pris prononçant l'entrée en vigueur du dispositif convenu, et surtout restaurer l'autorité des DDA sur le contrôle du matériel végétale (semences, boutures) entrant dans les départements.

### **Principaux résultats de l'atelier**

Il est constaté que les Proders<sup>2</sup> ont obtenus des résultats significatifs sur la mise en place des parcs à bois manioc. Le potentiel important de matériel végétal sain produit sont en inadéquation avec le taux de boutures réellement distribuées au niveau des ménages, lequel est estimé à 14% au niveau du Proder Sud et de 1,23 % au Proder 3. L'analyse de cette situation s'est faite autour de 4 thématiques assorties d'un bilan exhaustif de l'existant.

- I. Identification des zones excédentaires et déficitaires en boutures saines de manioc et définition des pratiques d'approvisionnement en matériel sain ;
- II. Zones agro –écologiques propices aux différents cultivars ;
- III. Rôle du gouvernement (concertation inter- ministérielle) dans la gestion et la distribution des boutures et participation des PTF ;
- IV. Elaboration du Protocole et de la stratégie de distribution des boutures ;

Et pourtant les projets avaient pratiqué la stratégie suivante en phase d'urgence :

- Appui à la mise en place des groupements primaires dans les villages cibles,
- Renforcement des capacités des chefs des secteurs et des leaders des groupements primaires (GIEC),
- Evaluation et adoption des clones introduits,
- Mise en place des champs de multiplication massive des boutures de manioc,
- Diffusion des boutures saines de manioc auprès des ménages.

Cette stratégie s'est heurtée à certaines limites suivantes :

- la réticence de certains GIEC dans l'octroi des boutures aux autres membres des villages concernés nonobstant le contrat de partage de production qui les lie au Projet ;
- la faiblesse des moyens logistiques couplée à l'inaccessibilité de certains sites de production de boutures ;
- le refus<sup>3</sup> d'adopter les nouvelles introductions par certains producteurs qui ne sont pas les moins nombreux.

Ainsi, en dehors de toute la structuration administrative et financière qui doit accompagner la distribution des boutures dans tout le pays sur la base de productions des parcs à bois des projets financés par le FIDA, techniquement la stratégie de distribution des boutures saines de manioc sera fondée sur le schéma suivant :

- 1) Multiplication primaire : elle sera réalisée par les obtenteurs (Recherche ou son délégué).
- 2) Multiplication secondaire : elle se fera à partir des boutures provenant des parcs à bois primaires. Elle sera assurée par des organisations structurées (GIEC, CSA, etc.) ou des individualités remplissant les critères qui seront définis par le service de contrôle et

---

<sup>2</sup> Les zones d'intervention sont : Niari, Bouenza, Lékoumou, Kouilou pour le Proder Sud, et le Pool, la Sangha, la Likouala pour le Proder 3.

<sup>3</sup> Ce refus s'explique à notre niveau par des raisons psychologiques : la peur de l'inconnu ; agronomiques : La disponibilité d'une gamme de précocité adaptée à leur besoins internes, le comportement au stress hydrique et à la verse ; économiques : les aptitudes à la transformation et les qualités organoleptiques.



certification de concert avec le projet.

- 3) Multiplication tertiaire : elle sera assurée par les Agri-multiplicateurs représentés par les ménages.

Il convient de préciser que chaque parc à bois (primaire, secondaire et tertiaire) devra être déclaré auprès des services de contrôle et certification

- 4) la création des nouvelles variétés en collaboration avec les institutions des recherche nationale et internationale agréée notamment le CRAL, CERAG et IITA,  
5) le voyage de formation et d'échange des différents acteurs de la filière dans les institutions internationales comme l'IITA

De cette stratégie découle un plan d'action en 6 points dont la mise en œuvre à court terme permettrait de consolider l'ensemble de la démarche qui devrait à moyen terme construire un dispositif sécuritaire dans la production et la réplication du manioc en milieu paysan

### **Plan d'action**

**Durée : 1,5 an (mi 2013 à 2014)**

- 1- Planification
  - a. - organisation des 3 ateliers annuels de planification du processus de production et de distribution des boutures saines de manioc par le PADEF
  - b. mise en place d'un programme nationale manioc par le MAE
  - c. - mise en place des équipes Départementale du PADEF de 10 membres
- 2- Sensibilisation
  - a. intensification des 3 émissions radiodiffusées avec les radios locales contractualisées par les Proders, le PADEF et les équipes de Facilitation et contractualisation des 4 radios partenaires dans les zones non encore- couvertes avec l'appui du PADEF ;
  - b. Mise en place des 3 champs – écoles de démonstration dans les zones n'abritant pas des parcs à bois avec l'appui du PADEF
- 3- Maintien et/ou extension du flux en matériel végétal sain
  - a. Relance du processus de mise en place de plus de 115 parcs à bois dans les Plateaux, la Cuvette et la Cuvette- Ouest et dans les Districts non- encore couverts dans les zones du Proder 2 et 3 avec l'appui du PADEF
  - b. Mise en place des 3 tests d'évaluation participatifs des clones dans les zones n'abritant pas de parcs à bois avec l'appui du PADEF et la participation des DDA, CSA, autres partenaires.
- 4- Appui logistique au processus de distribution des boutures saines de manioc
  - a. Révision du parc auto des Proders sud et Proder 3
  - b. acquisition des véhicules de terrain par le MAE, adaptées pour le transport des boutures
- 5- Etablissement des partenariats
  - a. Prospection des opportunités de coopération avec les Conseils départementaux et /ou autres entités intéressées dans la distribution des boutures saines de manioc
- 6- Conservation du matériel végétal sain : entretien des collections de conservation in et ex- situ avec l'appui du PADEF, et des centres de recherche et de développement concernés. (CRAL, CERAG, CRAFO, Laboratoire MAE

Couverture de l'atelier sur la « stratégie de diffusion des boutures de manioc »

## SOCIÉTÉ

### Production et diffusion des boutures saines de manioc

# Sédentariser les chefs de secteurs agricoles impliqués

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage, en partenariat avec le Fida (Fonds international de développement agricole), a organisé, du 25 au 26 avril 2013, à l'hôtel Phoenix, à Brazzaville, un atelier sur l'élaboration des stratégies de production et de diffusion des boutures saines de manioc. Dans le but d'accompagner le Proder (Projet de développement rural) dans l'amélioration des boutures saines de manioc sur toute l'étendue du territoire national. Placée sous la houlette de Jean Fulgence Mouangou, directeur de cabinet du ministre de l'agriculture et de l'élevage, cet atelier a été ouvert en présence de Dieudonné Koguiyagda, représentant de la Fao au Congo, remplaçant Omar Rasha, chargée du portefeuille du Fida pour le Congo. Directeurs départementaux et chefs de services de production végétale, entre autres, y ont pris part.

**A**cette occasion, Dieudonné Koguiyagda a rappelé que le manioc a été sérieusement touché, depuis quelques années, par la mosaïque africaine, une pathologie grave affectant près de 95% des superficies cultivées dans les zones d'intervention des Proder, avec pour corollaire une diminution de la production d'environ 80%, une fragilisation des revenus des producteurs, une flambée des prix des denrées à base de manioc. Ce qui a réduit, de manière presque drastique, sa productivité, au point d'en faire un produit très spéculatif. «*La mosaïque, a-t-il poursuivi, n'est pas totalement combattue, elle reste encore prononcée dans certaines localités du pays, particulièrement dans la Cuvette, la Cuvette-Ouest, les Plateaux et même dans certaines zones d'accès difficile et les zones géographiques des progrès*». Ouvrant les travaux, Jean Fulgence Mouangou a montré l'intérêt de consolider les acquis

des Proder, en améliorant l'efficacité du processus de production et de distribution des boutures saines de manioc. Malgré les efforts fournis, a-t-il martelé en substance, les Proder ne doivent pas baisser les bras, car des efforts sont encore attendus, pour résoudre la situation paradoxale constatée sur le terrain, à travers l'existence des zones déficitaires et excédentaires en boutures saines de manioc.

Au cours de cet atelier, les participants, répartis en groupes de travail, ont planché sur des thématiques qui ont donné lieu à des prescriptions. Au plan institutionnel, ils ont prescrit l'élaboration du protocole de mise en œuvre de la stratégie sur la production et la distribution des boutures saines de manioc devant tenir compte du montage institutionnel existant et, incluant les unités opérationnelles des programmes et projets, les directions départementales de l'agriculture, les secteurs agricoles, les organi-



Le praesidium à l'ouverture des travaux.

sations paysannes, les Ongs et les ménages, en aval des institutions de recherche pourvoyeuses du matériel végétal performant et des techniques culturales améliorées, etc.

Au plan opérationnel, les Proder doivent identifier et impliquer, activement, d'autres partenaires, par la formalisation des partenariats, avec les unités opérationnelles des programmes et projets, afin de profiter, pleinement, des opportunités existant en termes de fonds, de matériel de transport; Intensifier la diffusion des émissions radiophoniques avec les radios partenaires et étendre le maillage dans tout le pays avec d'autres radios locales; élargir la plate-forme de concertation avec les principaux acteurs, dans le cadre d'un atelier annuel programmatique, etc.

Les participants ont, en outre, recommandé l'adoption d'une

même approche de diffusion, à travers la mise en place des tests participatifs et les champs-écoles paysans; le plaidoyer pour sédentariser les chefs de secteurs agricoles impliqués dans le processus de production et de diffusion des boutures saines de manioc; le renforcement de l'organisme national de protection des végétaux pour le contrôle et la certification du matériel de plantation; le plaidoyer pour que le Fonds de soutien à l'agriculture participe au financement du processus par sa ligne «*appui institutionnel*»; le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des institutions nationales, avec l'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux, dont l'Italie, etc.

Aybienevie  
N'KOUKA-KOUDISSA